

Documents d'Etude de la Formation Léon Lesoil
n°2 – Octobre 2010

Prendre la mesure de la crise du capitalisme

C. Durand, A. Bihr, J. Malewski, O. Onaran, M. Husson



Formation Léon Lesoil asbl.
20 rue Plantin 1070 Bruxelles

Fatigue du capitalisme et résistances sociales

Par Cédric Durand

La crise qui a éclaté en 2007-2008 est l'élément central de la conjoncture actuelle. La première étape en a été le krach financier et la crise bancaire. La seconde fut la plus grave récession qu'ait connue le monde depuis les années 1930 ; elle a enclenché une hausse brutale du chômage ainsi que, dans de nombreux pays, une baisse des salaires réels. Nous sommes actuellement dans la troisième phase, centrée sur le financement de la dette publique. Celle-ci met à rude épreuve le carcan néolibéral de la zone euro. Il n'y a aucune perspective de reprise durable à l'horizon : les capacités de production excédentaires persistent dans les entreprises ; la demande agrégée reste étroitement dépendante des budgets publics ; le système financier n'a rebondi en 2009 que grâce aux politiques extrêmement accommodantes des autorités monétaires. Mais ce dernier menace de nouveau de s'affaïsser, alors que la généralisation des politiques d'austérité en Europe contribue un peu plus à nous installer dans « la troisième dépression » (1) de l'histoire du capitalisme.

La période qui s'ouvre est celle des ajustements politiques et institutionnels. Elle est marquée par une grande indétermination, son issue dépendra des batailles sociales, idéologiques, politiques et géopolitiques qui s'engagent. Cette étape va conduire à la cristallisation de nouveaux rapports de force qui, pour certains, s'esquissent déjà, tandis que d'autres vont apparaître de manière retardée.

Sur le plan politique international, la constitution du G20 reflète ainsi l'accélération de la redéfinition des équilibres mondiaux, refermant une longue parenthèse de domination sans partage des puissances occidentales qui aura duré deux siècles. L'Union européenne, qui sert pour l'instant de paravent aux fragilités économiques étasuniennes, n'en sortira pas indemne. Les discussions sur de nouveaux modes de gouvernance de la zone euro battent leur plein, mais elles sont minées par des oppositions idéologiques et des intérêts nationaux rivaux. L'incapacité des gouvernements à opter pour des politiques coopératives, permettant de faire converger les performances économiques entre les pays de la zone, conduit à moyen terme à une probable dislocation partielle de l'Union monétaire.

La place de la finance devrait aussi être amenée à changer. Pour l'heure, domine l'intolérable impudence des grandes institutions financières, qui ont très vite retrouvé voire surpassé leurs profits exorbitants d'avant crise. Non seulement elles n'ont jamais cessé leurs activités spéculatives, mais elles ont utilisé à cette fin les dispositifs de soutien mis en place par les Etats, mordant la main qui les nourrit lors des attaques contre les dettes publiques. Pourtant des indices de changement de régime sont là. D'abord, les marchés de crédits titrisés, emblématiques de la bulle, ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes (2). Certains segments ont quasiment disparu tel celui des CDOs (collateralized debt obligations), sorte de mille-feuilles financiers de titres sans aucun rapport entre eux : il ne pèse plus en 2009 que 4 milliards de dollars, contre 520 milliards en 2006. Plus généralement, les crédits titrisés n'existent que grâce aux Banques centrales : en Europe, seulement 5 % des montants écoulés le sont auprès d'acquéreurs privés (contre 95 % avant 2007), le reste étant acquis par la BCE ! Dès lors le dilemme pour les gouvernants est le suivant : soit assumer que les institutions publiques se substituent indéfiniment au marché des produits titrisés, afin d'assumer de manière continue le risque lié au crédit bancaire privé ; soit risquer d'enclencher une nouvelle phase récessive en déclenchant une nouvelle vague de rationnement et de renchérissement du crédit.

Par ailleurs, les pressions sur la finance s'accroissent, bien qu'elles tardent à se concrétiser tant sont puissants les intérêts qui s'y opposent. Pour la première fois depuis trois décennies, la taxation (des banques et des transactions) et la ré-réglementation sont inscrites à l'agenda politique et l'on ne peut exclure que les débats ne finissent par déboucher sur des mesures qui soient plus que symboliques. En revanche, après avoir fait une fulgurante apparition au plus fort de la tempête financière, la question de la nationalisation/socialisation intégrale du secteur bancaire a une nouvelle fois disparu du débat public. A coup sûr, cette option – qui est la seule cohérente compte tenu du caractère de bien public de l'activité de

crédit et ce par le biais d'incitation découlant du too big too fail (« trop gros pour être mis en faillite ») – reviendra avec plus de vigueur lors de la prochaine tempête financière. Elle établit d'ores et déjà une claire ligne de démarcation à gauche, selon qu'on s'affirme, ou non, prêt à s'affronter aux intérêts capitalistes financiers.

Enfin, les politiques de rigueur en matière budgétaire et de protection sociale décidées en Europe vont affecter durablement les populations des pays concernés, à la fois directement – du fait des coupes claires décidées dans les dépenses publiques – et indirectement en raison de leur effet récessif sur l'activité économique. Ces mesures vont se traduire par une intensification des conflits sociaux, et leur synchronisation au niveau européen renforce la possibilité de crises politiques majeures. Cette éventualité s'inscrit dans un contexte de dégradation de la situation sociale, en raison notamment d'une forte augmentation du chômage, les entreprises ayant profité de la crise pour accroître leur productivité et intensifier leur recours à la sous-traitance internationale.

Construire une intervention politique efficace dans un tel contexte n'a rien d'aisé. D'abord, les forces anticapitalistes doivent trouver les moyens de peser sur ces batailles dont les conséquences sur les rapports de force entre les classes vont être considérables et durables. Mais il importe de le faire en articulant des positionnements immédiats et une vision globale du système, c'est-à-dire un diagnostic de l'état de ses contradictions et des éléments qui structurent les rapports de forces entre les classes. Ce sont ces deux derniers aspects que le présent texte vise à discuter en tant qu'ils constituent une conjoncture socioéconomique.

I - Un système à bout de souffle

La grande crise que traverse le capitalisme mondial n'est pas un orage dans un ciel d'azur. Elle est la manifestation de l'intensification depuis les années 1970 des contradictions du capitalisme. L'intégration aux circuits mondialisés du capital des pays d'Europe centrale et orientale et des grands pays asiatiques (Chine et Inde), d'une part, et, d'autre part, l'essor des technologies de l'information et des communications et des biotechnologies, ont offert de nouvelles possibilités à l'accumulation du capital. Pourtant, décennie après décennie, le rythme de la croissance s'est ralenti dans les pays du centre – et aussi, mais dans une moindre mesure grâce au dynamisme du rattrapage chinois, au niveau mondial.

Le rôle de la finance

Face aux difficultés de l'accumulation, la finance a joué un rôle de dérivatif. La libéralisation a conduit à la constitution de marchés financiers permanents et complètement mondialisés. C'est une arme majeure au service du capital qui permet une mise en concurrence des travailleurs et, plus largement, des systèmes socioproductifs en temps réel et à l'échelle mondiale. C'est aussi un des vecteurs essentiels de l'accroissement inouï des inégalités et d'une relocalisation d'une part importante de la classe capitaliste dans la finance au détriment de la production. Foster et Holleman (3), analysant le pouvoir de l'élite financière, montrent qu'aux Etats-Unis la part des profits financiers dans les profits totaux a explosé. De plus, la finance est devenue la principale source de richesse pour 27 % des plus grandes fortunes en 2007, contre 9 % en 1982 ; dans le même temps, les rémunérations des dirigeants des firmes financières se sont envolées par rapport à celles des autres secteurs.

Mais l'accumulation financière a un caractère très largement fictif, au sens où la valeur adossée aux titres financiers correspond à des reconnaissances de dettes qui ne pourront jamais être honorées (4). C'est ce que révèle la déconnexion entre le rythme auquel la sphère financière a crû dans la période récente et celui auquel a progressé la production de richesses. Et là encore les salariés sont très durement affectés. L'effondrement de la valeur des fonds de pensions pendant la crise et l'annonce – par exemple en Irlande et dans divers Etats des Etats-Unis – de la réduction des montants des retraites qui en découle sont un avant-goût du douloureux effet de rappel de la production vis-à-vis de la finance.

La restauration des profits

En dépit d'une tendance de fond à l'essoufflement, plusieurs raisons permettent d'expliquer que la rentabilité des firmes des pays riches se soit rétablie par rapport à la crise de profitabilité des années 1970, puis stabilisée à un niveau élevé. La détérioration de la position de la majorité des salariés – sur laquelle on va revenir – a eu pour conséquence une modération salariale et, dans un certain nombre de pays, tel

l'Allemagne après la réunification, la complète atonie des salaires. L'emballage financier des dernières décennies a parfois été une source de revenus directs pour les firmes. La dimension productive de la mondialisation a permis aux firmes transnationales de concentrer les profits réalisés, tout au long des chaînes de valeur, du fait de l'activité de leurs filiales et de leurs sous-traitants. Enfin, le capital dans son ensemble a bénéficié d'une forme contemporaine d'accumulation primitive, appelée par David Harvey « l'accumulation par dépossession » (5), qui lui permet de valoriser des actifs obtenus à vil prix : il s'agit notamment de l'accès à de nouveaux marchés, de nouvelles réserves de main-d'œuvre et de matières premières ; mais aussi une nouvelle logique de l'Etat prédateur qui par son intervention subventionne de multiples manières le capital : diminution de la fiscalité sur les entreprises et les riches, accès aux paradis fiscaux, sauvetages financiers, aides multiples (comme en France le « crédit impôt recherche »), privatisations, libéralisation du marché du travail, érosion des prestations sociales ...

Les entraves à l'accumulation

Si ces différents facteurs ont soutenu la rentabilité des firmes, cette dernière ne reflète pas une dynamique interne du système. Une situation de suraccumulation latente à l'échelle mondiale depuis la fin des années 1960 et l'intensification de la concurrence qui en découle n'ont fait que s'aggraver et constituent les tendances de fond à l'arrière plan de la crise actuelle. Il faut ajouter que, dans certains domaines liés à l'économie de la connaissance, la contradiction entre rapports de production et forces productives est criante : les barrières mises à la circulation des biens immatériels (brevets, lutte contre le piratage...) sont des facteurs qui entravent la circulation de l'information et donc constituent des freins à la création et à l'innovation (6). Enfin, la question de l'augmentation des coûts constitue un frein au dynamisme du système : on pense ici au vieillissement, à l'accroissement des dépenses de santé lié notamment aux progrès médicaux, aux tensions sur les matières premières, à l'extension des normes environnementales, aux coûts des sauvetages financiers à répétition ou, de manière plus prospective, à l'assèchement progressif des réservoirs de main-d'œuvre non-salariée dans le monde.

La déconnexion entre production capitaliste et besoins sociaux

Au-delà de ces contradictions, d'autres facteurs rendent manifeste l'épuisement de la dynamique du capitalisme. Un point crucial est le divorce de la production capitaliste par rapport aux besoins sociaux (7) : la sophistication des techniques marketing, visant à permettre l'écoulement de marchandises surabondantes, contraste vivement avec le fait que les besoins sociaux se concentrent de plus en plus dans des services tels que la santé, l'éducation/formation, les loisirs, la prise en charge du vieillissement, c'est-à-dire des secteurs assurant la reproduction de « l'être humain par lui-même » et qui ont pour point commun de générer peu de gains de productivité (8). La prise de conscience de l'ampleur des destructions environnementales liées aux activités productives représente une autre manifestation de ce divorce. Sur le fond, le débat sur la mise en place de nouveaux indicateurs de richesse renvoie à une tentative de traiter cette déconnexion entre croissance – fruit de l'accumulation capitaliste – et satisfaction des besoins.

Les difficultés rencontrées par la poursuite du processus d'accumulation et le divorce entre production capitaliste et besoins sociaux – il faudrait ajouter d'autres éléments tels la crise du travail, la crise écologique... – s'additionnent pour saper la légitimité du système. L'idéologie contemporaine du capital – le néolibéralisme – est en miettes. Les réformes étaient censées apporter davantage de croissance, et donc des retombées positives pour tout un chacun. Il n'en a rien été. A ces promesses non tenues s'ajoute le fait que les soubresauts de plus en plus violents qu'a connus le système sont incompréhensibles dans le cadre conceptuel néolibéral. Les classes dominantes sont donc déboussolées.

Cette grande fatigue du capitalisme n'exclut cependant pas la possibilité d'un rebond systémique. Trois options principales, isolément ou de manière combinée, pourraient conduire à une nouvelle phase d'expansion. La première est l'émergence d'un nouveau centre d'accumulation à l'échelle mondiale. La Chine est candidate au poste, mais rien ne garantit qu'elle puisse jouer ce rôle : d'une part, son poids relatif dans l'économie mondiale reste encore limité par rapport à celui de l'Europe et des Etats-Unis ; de plus, extrapoler la trajectoire future du pays à partir des trois décennies de croissance extrêmement rapide qu'elle vient de connaître relève d'un raisonnement largement abusif. La seconde option est celle de l'émergence d'un nouveau paradigme socio-économique autour d'une vague d'innovation (les technologies de l'information ? les biotechnologies ? les technologies vertes ?) dont la diffusion soit compatible avec l'accumulation intensive du capital. Si des possibilités technologiques sont là, leur intégration à une nouvelle phase d'accumulation n'a absolument rien d'automatique. Troisième option : celle d'une destruction massive de capitaux, par exemple dans le cadre d'une guerre impliquant directement les

grands pays. L'interpénétration des intérêts industriels, commerciaux et financiers des bourgeoisies nationales est un frein à tout affrontement direct. D'autant plus que les arsenaux nucléaires rivaux tendent à figer par la terreur les rapports de forces. Hors de ces options, et d'une rupture politique systémique, l'avenir est celui d'une poursuite ralentie d'une accumulation toujours plus prédatrice.

II - La puissance des faibles

Le désarroi idéologique des classes dominantes et l'affaiblissement de la légitimité substantielle du système – sa capacité à délivrer ce qui est promis – constituent des éléments favorables pour les gauches anticapitalistes. En revanche, la configuration des relations sociales de production dans lesquelles se déroule l'affrontement de classe sur le lieu de travail sont très défavorables. Les statistiques internationales du BIT sur le nombre de journées non travaillées pour cause de conflits sociaux indiquent une chute brutale, de l'ordre d'une division par un facteur dix entre les années 1970 et les années 2000 pour les pays du G7.

Cet indicateur est très imparfait du fait de problèmes de fiabilité des données recueillies, des difficultés des comparaisons internationales et de son caractère réducteur. Pour en rester seulement à la France, ces problèmes sont bien documentés et suggèrent de relativiser le recul enregistré (9). Il y aurait même une amorce de retour de la conflictualité dans les années 2000 au sein du secteur privé, qui prendrait davantage la forme de grèves courtes (débrayages ou grèves limitées à une journée) ou de formes d'actions « sans arrêt de travail » (grève perlée, consistant à effectuer le travail au ralenti, manifestation, pétition, refus d'heures supplémentaires), tandis que les grèves renouvelables poursuivent leur recul. L'augmentation des sanctions et de l'absentéisme est un autre indicateur de l'absence de pacification des relations au travail. Enfin, les grands mouvements nationaux comme en 1995 (retraites et Sécurité sociale), 2003 (retraites), 2006 (CPE), ou 2010 (de nouveau sur les retraites) attestent également de capacités de résistance persistantes au sein du salariat. Nous sommes cependant très loin de la puissante vague internationale de grèves des années 1960 et 1970 (10). Après l'effondrement de l'activité contestataire au début des années 1980, la situation n'a pas été inversée, et ce en raison d'un affaiblissement structurel du pouvoir de négociation du travail par rapport au capital.

La dégradation du rapport de forces sur le lieu de travail

Le mécanisme de l'armée de réserve et la maîtrise de l'évolution technico-organisationnelle du travail constituent, avec le principe « diviser pour mieux régner », les trois piliers de la domination du capital (11). La dégradation du rapport de forces au cours des dernières décennies résulte d'effets cumulatifs dans ces trois dimensions. Le chômage et la précarité disciplinent les travailleurs et modèrent les revendications salariales. Ils les conduisent à tolérer de nouveaux mécanismes de contrôle et de mesure de la performance, notamment par le biais de l'informatisation des processus de production. Enfin, la déconcentration productive, notamment avec le développement de la sous-traitance internationale, affaiblit l'unité des travailleurs et permet leur mise en concurrence, sans pour autant diluer les profits ou le pouvoir de décision. Par ailleurs, les transformations sectorielles des économies développées conduisent à un déclin de la part des emplois industriels et, en particulier, des emplois dans les industries mécaniques dans lesquelles le dispositif technique était très favorable aux salariés puisque, à l'instar de l'automobile, d'une part, l'outil de production est très coûteux – donc difficile à déplacer ou à abandonner - et, d'autre part, peut être totalement bloqué par une grève minoritaire.

Cette dégradation de la position des travailleurs n'est cependant pas unilatérale. D'abord, parce qu'au niveau international, au contraire, l'émergence de nouvelles grandes concentrations ouvrières, notamment en Inde et en Chine, crée les conditions d'un renouveau du mouvement ouvrier, dont la série de grèves observée au printemps 2010 est peut être un signe avant-coureur (12). Si une telle évolution se confirmait elle ne manquerait pas d'améliorer le pouvoir de négociation global des salariés. Ensuite, parce que si les dispositifs de travail contemporains conduisent à un éclatement des collectifs de travail, ils créent également de nouvelles vulnérabilités des firmes à l'action collective, en particulier du fait de la généralisation du principe de « juste à temps ».

Le phénomène principal reste que la capacité des travailleurs des pays riches à mener des luttes de classe sur le lieu de travail est considérablement et structurellement diminuée. Cela n'implique pas une incapacité à mener des luttes victorieuses, mais en revanche suggère un déplacement du site central depuis les luttes au niveau de l'atelier (« à la Marx ») vers des luttes ayant d'emblée une dimension sociale plus diffuse (« à

la Polanyi ») (13). Ainsi, davantage que lors des décennies de l'après-guerre, les mobilisations se jouent aussi à l'extérieur des entreprises – importance des manifestations, des actions, des batailles médiatiques/idéologiques... – ou à travers des alliances de divers acteurs : collectifs d'habitants et soutien des élus pour défendre l'emploi ; campagnes coordonnées par des mouvements sociaux et des ONG, articulation « diagonale » entre mouvements et gouvernements lors du sommet de Cochabamba contre le changement climatique.... Ce déplacement du site central de l'affrontement social renvoie également à l'importance prise par la figure des luttes défensives contre le démantèlement des acquis sociaux (retraites, CPE, éducation..) ainsi qu'au développement proportionnellement important des mobilisations sur des questions non directement connectées au travail (contre le libre-échange, la finance, pour le logement, le climat, l'environnement..). En bref, si les luttes semblent moins à même de se résoudre dans le face-à-face local entre capital et travail, elles tendent à avoir d'emblée une portée politique générale.

Les luttes dans la respiration longue du capital

L'appréciation en dynamique de l'évolution du rapport de forces capital/travail est ainsi difficile à établir. Si, en statique, dans les pays riches la situation est mauvaise, une interprétation de la situation liant luttes de classes et ondes longues suggère une lecture plus contrastée.

Au cours des différentes phases de l'onde longue, la lutte des classes connaît des variations d'intensité qui contribuent à dessiner la trajectoire du système (14). Les luttes de résistance sont particulièrement aiguës à la fin de la phase descendante, lorsque le processus de réorganisation bat son plein. Il y a alors une forte inadéquation entre les compétences des travailleurs et les besoins des industries en gestation : les travailleurs des anciennes industries sont en surnombre tandis que les nouvelles compétences ne sont le plus souvent acquises que par les nouveaux entrants, et le mécanisme de l'armée de réserve joue alors à plein. C'est par exemple le cas lors de la vague révolutionnaire de 1848 qui se déroule sur fond de chômage de masse et de misère ouvrière.

L'autre moment de forte conflictualité, offensif cette fois, correspond au sommet de l'onde, lorsque le paradigme techno-économique est hégémonique mais arrive à épuisement. Un quasi plein emploi et des modes d'organisation des luttes de travailleurs adaptés au paradigme permettent d'obtenir des concessions importantes de la part du capital, qui accélèrent la diminution du taux de profit. La vague de luttes autour de 1968 s'inscrit dans un tel cadre. Ces deux moments paroxystiques des luttes répondent à des logiques distinctes en terme de résistance ou d'offensive et l'on peut s'interroger sur leur potentiel transformateur respectif. En haut de l'onde longue, les mobilisations visent à prolonger le paradigme dominant dans une version émancipatrice à partir des positions conquises au cours de la phase ascendante. Tandis que la dimension la plus innovatrice des luttes va buter sur la résistance d'un paradigme dont le processus de dislocation s'amorce tout juste. Ce potentiel innovateur se diffuse alors de manière progressive tout au long de la phase descendante. En bas de l'onde longue, les confrontations se déroulent dans une situation a priori plus défavorable pour les mouvements sociaux. Cependant, leur potentiel innovateur peut davantage contribuer à la transformation sociale effective. En effet, en l'absence de paradigme stabilisé, la situation socio-institutionnelle est plus fluide et les innovations radicales ont davantage l'opportunité de s'imposer.

Le renouveau des mouvements sociaux depuis le milieu des années 1990, l'essor du mouvement altermondialiste et à présent du mouvement pour la justice climatique, ou encore la vague actuelle de mobilisations contre les mesures d'austérité qui touchent l'Europe, peuvent ainsi être interprétés autour du triptyque : délocalisation, durcissement et inventivité. D'abord, une tendance de la contestation à s'échapper du face-à-face localisé avec le capital duquel le travail sort le plus souvent défait. L'âpreté des luttes salariales pour l'obtention de primes de licenciements observée en France ces dernières années peut à cet égard être interprétée comme une expression de défiance radicale vis-à-vis du capital local auxquelles elles se confrontent. Tandis que l'attention portée aux questions systémiques (services publics, régulation internationale, environnement, droits sociaux...) renvoie à une confrontation à la fois globale et concrète avec le capitalisme en tant que logique sociale. En second lieu, cette confrontation tend à se durcir puisque le conflit distributif s'aiguise d'autant plus que la dynamique d'accumulation s'épuise. Enfin, la configuration originale du déploiement de répertoires d'action et de thèmes d'intervention, renvoie à la fois au peu d'emprise immédiate des mouvements sur la conjoncture, mais aussi à une mobilité et une vivacité qui constituent un avantage dynamique certain.

La conjoncture socio-économique se caractérise par un essoufflement de la dynamique d'accumulation capitaliste, un affaiblissement de la légitimité de ce système et un rapport de forces dégradé pour les

salariés sur le lieu de travail. Cependant, la vivacité de luttes polymorphes, et qui tendent à s'attaquer à des objectifs surtout défensifs mais directement politiques, atteste d'une situation riche en potentialités. Pour libérer la puissance transformationnelle des mobilisations, la gauche radicale doit se mettre en position de défendre un scénario anticapitaliste qui dessine la possibilité d'une trajectoire alternative à l'avenir de régression sociale généralisée désormais explicitement assumé par la droite et les renoncements de la gauche de droite. Elle peut s'appuyer pour cela sur un renouveau des pensées critiques (15) qui participe d'un climat idéologique en partie favorable. En revanche, la faiblesse et l'éclatement organisationnels des forces anticapitalistes ainsi que la pauvreté de la réflexion stratégique plombent leur capacité à peser sur la situation. Les développements socio-économiques accélérés contemporains peuvent cependant faciliter un réagencement programmatique, une réflexion renouvelée sur le rapport aux institutions et, finalement, une recomposition politique et sociale. De telles avancées permettraient d'esquisser les contours d'une transition anticapitaliste, c'est-à-dire établir quelle forme pourrait prendre une crise de pouvoir et ce que pourrait être un gouvernement anticapitaliste.

Article paru dans le n°7 (nouvelle série) de la revue ContreTemps, 3è trimestre 2010.

<http://www.contretemps.eu>

Notes:

1 Selon l'expression de Paul Krugman, en référence à la longue dépression du dernier quart du XIXe siècle et de la grande dépression des années 1930 : « The third depression », The New York Times, 27 juin 2010.

2 Gillian Tullet, « Collapsed debt market poses dilemma for G20 leaders », Financial Times, 24 juin 2010

3 John Bellamy Foster, Hannah Holleman, « The financial power elite », Monthly Review, May 2010

4 François Chesnais, « Crise de suraccumulation mondiale ouvrant sur une crise de civilisation », Inprecor, n° 556-557, janvier 2010

5 David Harvey, The New Imperialism, Oxford University Press, 2005

6 Entretien avec Benjamin Coriat, « La crise de l'idéologie propriétaire et le retour des Communs », juin 2010, (www.contretemps.eu/interviews)

7 Michel Husson souligne que ce divorce entre production et besoins s'accroît considérablement dans la période néolibérale par rapport aux décennies d'après-guerre. « Socialisation interrompue et résistance des besoins », communication au Congrès Marx international, septembre 2007

8 Entretien avec Robert Boyer, « Capitalisme, crise et développement », Contretemps, numéro 21, février 2008 (www.contretemps.eu/archives [3])

9 Sophie Bérout, Jean-Michel Denis, Guillaume Desage, Baptiste Giraud, Jérôme Pélisse, « Ce que révèlent les données officielles sur les conflits sociaux », Le Monde Diplomatique, octobre 2008. Baptiste Giraud, Jérôme Pélisse, « Le retour des conflits sociaux ? », La Vie des Idées, 6 janvier 2009

10 Il faut cependant se garder d'exagérer la rupture. Lilian Mathieu montre ainsi comment une série de mouvements sociaux contemporains s'inscrivent dans la continuité des luttes des années 1970 in Les années 1970, un âge d'or des luttes ?, Textuel, 2010

11 Pour une discussion de ces différentes dimensions de la dégradation de la position des travailleurs, voir Cédric Durand, Le capitalisme est-il indépassable ?, Textuel, 2010

12 « Signs of widespread worker action in China », Financial Times, 10 juin 2010

13 Sur la distinction « lutte à la Marx », « lutte à la Polanyi », voir Beverly J. Silver, Forces of Labor, Cambridge University Press, 2003

14 Voir Ernest Mandel [1980] Long Waves of Capitalist Development: a Marxist Interpretation, London, Verso, 1995 ; Pierre Dockès, Bernard Rosier, Rythmes économiques, crise et changement social. Une perspective historique, Paris, La Découverte, 1983 ; Christopher Freeman, Francisco Louça, As Time Goes By: From the Industrial Revolutions to the Information Revolution, Oxford, Oxford University Press, 2001

15 Pour un panorama voir Razmig Keucheyan, Hémisphère gauche, Paris, Zones, 2010.

Derrière l'austérité budgétaire: une nouvelle agression contre le salariat

Par Alain Bihl

Depuis ce printemps, la quasi-totalité des gouvernements des Etats centraux ont inscrit parmi les priorités de leur agenda la réduction de leur dette publique, en engageant en conséquence des politiques de restriction budgétaire plus ou moins drastiques. En comprendre les raisons et les enjeux, notamment comment ces politiques s'inscrivent dans la dynamique de la crise financière de 2007-2008 et, plus largement, de la crise structurelle du capitalisme qui débuté dans les années 1970 constitue le premier objet de cet article. Mais celui-ci se propose aussi d'expliquer pourquoi cette nouvelle phase de la crise revêt une importance particulière pour les salariés.

Quelques généralités préalables sur la dette publique

Avant tout, quelques rappels s'imposent sur la nature de la dette publique. Ces rappels ne sont nécessaires que parce qu'il continue à régner à son sujet tout un ensemble d'opinions erronées, largement confortées il est vrai par le discours dominant dont elle fait l'objet, qui font obstacle à la compréhension de la nature de la dette publique et ses différentes fonctions [1].

La principale erreur consiste en l'occurrence à ne pas comprendre que l'Etat n'est pas un agent économique comme un autre. Si, comme n'importe quel agent privé (entreprise ou ménage), son endettement résulte toujours d'un excédent de ses dépenses par rapport à ses recettes, sa situation diffère fondamentalement de celle de ce dernier par le fait qu'un Etat dispose d'une bien plus grande latitude pour fixer le niveau des unes comme celui des autres – c'est là le bénéfice de sa souveraineté. Tout Etat dispose en effet d'une large capacité d'augmenter ses recettes qui sont essentiellement d'ordre fiscal: il lui suffit d'élargir les assiettes [le montant auquel s'applique un taux d'imposition] et d'augmenter les taux des impôts existants voire d'en instituer de nouveaux. Même si la pression fiscale connaît elle-même des limites, elle offre à l'Etat une possibilité d'augmenter rapidement et de manière substantielle ses recettes dans des proportions inconnues des agents privés. Quant à ses dépenses, il peut les restreindre à des échelles et à des rythmes également impraticables par ces derniers: quelle est l'entreprise qui peut décider du jour au lendemain de coupes claires dans certains de ses services sans mettre en cause son existence à court voire très court terme ?

Une seconde différence entre le processus d'endettement des agents privés et celui des agents publics (appareils centraux des Etats, pouvoirs d'Etat périphériques, organismes de protection sociale), qui explique d'ailleurs en partie la précédente, tient au caractère politique des décisions qui président à la fixation tant des dépenses que des recettes, partant à l'établissement de leur équilibre (rare) ou déséquilibre (fréquent). Entendons par là que recettes publiques et dépenses publiques et par conséquent les éventuels déficits et dettes publics dépendent en définitive du rapport des forces entre les différents blocs sociaux [2], par conséquent classes sociales, fractions de classes, couches et catégories sociales qui s'affrontent au sein des Etats – en un mot de la lutte des classes.

La dette publique est donc de part en part un artefact politique: sa création de même que sa gestion résultent de décisions politiques. Quant à l'universalité du phénomène (on ne connaît pas d'Etat capitaliste qui ne soit endetté), elle s'explique par les fonctions que remplit cette dette. En premier lieu, elle permet de réduire la contribution des classes, couches et catégories fortunées et aisées (au premier rang desquelles on compte la quasi-totalité de la bourgeoisie) au financement des frais généraux de la société (que couvrent en bonne partie les dépenses publiques) tout en leur permettant de s'enrichir un peu plus encore. En effet, le surcroît de contribution que l'Etat serait en droit de leur demander en tant que contribuables, au vu du niveau de leurs revenus et de la part de l'épargne dans ces derniers, de manière à équilibrer ses dépenses par ses recettes fiscales, se trouve converti en créances faites à l'Etat de manière à lui permettre de couvrir une partie de ses dépenses par le recours à l'emprunt. En somme, la dette publique, résultant de l'insuffisante contribution fiscale de la partie la plus fortunée et aisée de la population d'un Etat, permet

simultanément à cette dernière d'acquérir un droit à prélever une part supplémentaire de la richesse sociale produite dans le cadre de cet Etat sous la forme des intérêts de la dette publique [3].

En deuxième lieu, de tous les titres dont se constitue le capital financier (celui des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de placement, etc.), ceux des dettes publiques sont les plus sûrs. Tout simplement parce que, contrairement à ce qu'on entend souvent dire, un Etat ne peut pas faire faillite comme un simple agent privé (une entreprise ou un ménage).

Quand il n'est plus en mesure d'honorer ses engagements, de faire face au service de sa dette (de rembourser une partie du principal et de payer les intérêts échus à une date donnée), ses créanciers ou d'autres (dont aujourd'hui le FMI) «restructurent» sa dette: ils rééchelonnent les remboursements des prêts anciens, ils lui en accordent de nouveaux, le tout moyennant souvent une augmentation des taux et la prise de garanties sur des éléments du patrimoine de l'Etat ou de certaines de ses recettes, tout en exigeant de lui une gestion plus drastique de ses finances.

Bref, un Etat qui n'est plus (momentanément) en mesure de faire face à son endettement se retrouvera tout simplement... un peu plus et un peu plus longuement endetté encore et moins libre de ses décisions. Quant à la récusation pure et simple de sa dette par un Etat, possibilité qu'offre toujours en dernière instance sa souveraineté et qui illustre au plus haut point le caractère d'artefact de la dette publique, elle est extrêmement rare: elle ne peut être le fait que d'un pouvoir révolutionnaire, marquant sa volonté de rompre avec l'ordre capitaliste ; le dernier exemple en date est celui de la jeune Union des républiques socialistes soviétiques...

Pas étonnant, dans ces conditions, que l'endettement des Etats ait constitué en tout temps et en tout lieu leur contribution la plus décisive à l'accumulation du capital financier ; et qu'aujourd'hui encore les titres des dettes publiques représentent une part importante du capital financier sur le plan mondial.

En dernier lieu, et comme le suggèrent directement les lignes précédentes, cet endettement est aussi tout simplement un moyen direct de placer l'Etat sous la coupe du capital financier en particulier et du capital en général. Ceux qui payent sont toujours ceux qui commandent en dernière instance : tenir les cordons de la bourse, c'est être en droit de contrôler voire de commander l'usage qui est fait de l'argent qui en sort. Difficile pour un Etat endetté de ne pas céder aux sollicitations de ses créanciers en leur accordant des avantages et des privilèges sur différents plans (à commencer par le plan...fiscal) ; plus difficile encore de mener une politique par trop ouvertement contraire à leurs intérêts. Autrement dit, la dette publique est aussi un mécanisme d'aliénation de la souveraineté de l'Etat au bénéfice du capital.

Comme le disait déjà Marx: «La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'Etat, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui rentre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique [4]

Pourquoi les dettes publiques des Etats centraux ont-elles crû ?

L'analyse précédente nous fait comprendre pourquoi la dette publique est une donnée structurelle. Son niveau dépend cependant de la conjoncture, notamment économique, ainsi que des politiques engagées par les gouvernements. Avec le ralentissement de la croissance de l'échelle et du rythme de l'accumulation du capital qui a caractérisé l'entrée dans la crise structurelle au cours des années 1970, les dettes publiques se sont aggravées de manière presque mécanique: avec le ralentissement de la croissance, les recettes publiques (essentiellement fiscales) ont eu tendance à diminuer tandis que certaines dépenses (relances conjoncturelles anticycliques, subventions aux secteurs et aux régions les plus affectés par la crise, augmentation des allocations de chômage, investissements publics dans la formation et les nouvelles infrastructures publiques, etc.) se sont, au contraire, accrues.

L'enclenchement des politiques néolibérales au tournant des années 1980 n'a rien arrangé, bien au contraire, qui ont compté les finances publiques parmi leurs cibles favorites : l'allègement des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), à coup de baisse des taux et de rétrécissement des assiettes, a compté parmi leurs réalisations majeures (sous ce rapport comme sous tous les autres, elles auront été des politiques favorables aux intérêts des classes et couches dominantes et privilégiées), que les coupes sombres par ailleurs réalisées dans certaines dépenses publiques (souvent au détriment des couches populaires) n'ont pas permis de compenser, entraînant une aggravation de la dette publique.

Ce sont donc des finances publiques la plupart du temps déjà en mauvais état que la crise financière des années 2007-2008, déclenchée par l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis, mais aussi en Espagne et en Irlande et largement diffusée par l'intermédiaire de la titrisation des dettes, est venue très brutalement et amplement dégrader.

Trois effets de cette crise se sont conjugués. D'une part, pour éviter la faillite des organes du capital financier (les banques, les institutions de crédit hypothécaires, les compagnies d'assurance, les fonds de placement, etc.) les plus lourdement menacés par cette banqueroute généralisée, tous les gouvernements des Etats centraux y sont allés de leur plan de sauvetage, en reprenant à leur compte leurs créances douteuses, en leur consentant des prêts ou en entrant même purement ou simplement dans leur capital, autrement dit en les nationalisant en tout ou en partie, tout en garantissant par ailleurs les prêts interbancaires (pour éviter la contraction du credit crunch, la contraction du crédit) et les dépôts bancaires (pour éviter le retrait massif des déposants).

Les sommes engagées dans ces opérations de sauvetage de l'automne 2008 ont été faramineuses: pour rappel, 700 milliards de dollars (Mds \$) par les Etats-Unis, 500 milliards de livres (Mds £) par le Royaume-Uni, 1700 milliards d'euros (Mds €) par les Etats de la zone euro, etc.

En somme, les gouvernements de ces Etats ont alors fait le choix de sauver le crédit privé (et le capital financier qui en est l'intermédiaire et le bénéficiaire) moyennant une aggravation considérable de l'endettement public, appliquant une nouvelle fois le principe de la socialisation des pertes pour perpétrer la pratique de la privatisation des bénéfices.

D'autre part, pour limiter les effets récessifs prévisibles de la communication de la crise financière (notamment dans sa dimension bancaire) à «l'économie réelle», ces mêmes gouvernements ont engagé au cours de l'hiver et du printemps 2009 des plans de soutien et de relance en y consacrant à nouveau des sommes massives. Là encore, pour rappel, 825 Mds \$ aux Etats-Unis, 200 Mds € dans l'Union européenne, 585 Mds € en Chine, 115 Mds € au Japon.

Enfin, la récession économique ou, au mieux, le fort ralentissement de la croissance que ces plans de relance n'ont pas pu empêcher auront, là encore, souvent fortement réduit les recettes fiscales des Etats. A titre d'exemple, en France, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) n'a rapporté que 129,4 Mds € en 2009 contre 137 Mds € en 2008, l'impôt sur les sociétés baissant pour sa part contre 49,5 Mds € en 2008 à 20,6 Mds € en 2009 [5].

Certes, entre-temps, une partie des sommes avancées par les Etats au plus fort de la crise financière pour sauver les segments du capital financier les plus exposés (en particulier les banques) ont été récupérées, soit parce que les garanties sur les emprunts bancaires n'ont pas eu à jouer soit que les banques aient remboursé (avec intérêt) l'argent qui leur avait été prêté. Ainsi, sur les 700 Mds \$ du programme anticrise états-unien, seuls (si l'on peut dire !) 100 Mds \$ ont été effectivement utilisés ; auxquels viennent cependant s'ajouter les 400 Mds \$ consacrés à sauver de la faillite les organismes de prêts hypothécaires, Freddie Mac et Fannie Mae, ainsi que la Federal Housing Finance Agency, dans le but de soutenir tout le secteur de l'immobilier menacé d'effondrement, en risquant d'entraîner dans la dépression toute l'économie états-unienne [6].

Par contre, les sommes injectées dans le circuit économique par les mesures de relance contracycliques ne leur sont pas revenues, si ce n'est sous la forme d'un niveau de recettes fiscales supérieur à ce qu'il aurait été sans elles ; car, sans ces mesures, la récession économique aurait été encore plus sévère et la chute des recettes encore plus accentuée. Quant aux recettes ainsi perdues, elles le sont définitivement et sans espoir de restitution.

Le résultat général ne s'est évidemment pas fait attendre: depuis le début de l'année 2009, on a assisté à un creusement des déficits budgétaires et une explosion des dettes publiques dans l'ensemble des Etats centraux. Entre 2008 et 2009, le déficit public est passé de 2 % à 6,2 % du PIB sur l'ensemble de la zone euro (de 0 % à 3,3 % pour l'Allemagne, de 0,4 % à 3,4 % en Autriche, de 0,7 % à 5,3 % aux Pays-Bas, de 1,2 % à 6 % en Belgique, de 2,7 % à 5,3 % en Italie, de 3,3 % à 7,5 % en France, de 4,1 % à 11,2 % en Espagne, de 2,8 % à 9,4 % au Portugal, de 7,3 % à 14, 3 % en Irlande, de 7,7 % à 13,6 % en Grèce), de 4,9 à 11,5 % au Royaume-Uni et d'un excédent budgétaire de 2,5 % à un déficit de 0,5 % en Suède ; tandis qu'entre 2007 et 2009, ce même déficit est passé de 2,8 à 11 % aux Etats-Unis, de 2,4 à 7,2 % au

Japon et que la Corée du Sud passait d'un excédent budgétaire de 4,7 % à un budget tout juste en équilibre. Et les dettes publiques ont bondi de même: entre 2008 et 2009, de 69,4 à 78,7 % du PIB dans l'ensemble de la zone euro (de 89,8 à 96,7 % en Belgique, de 66 à 73,2 % en l'Allemagne, de 43,9 à 64 % en l'Irlande, de 67,5 à 77,6 % en la France, 106,1 à 115,8 en l'Italie, de 66,3 à 76,8 % au Portugal), de 52 à 68,1 % au Royaume-Uni et, entre 2007 et 2009, de 62 à 83 % aux Etats-Unis, de 167 à 193 % au Japon et de 30 à 35 [7].

Car, pour financer ces déficits croissants, tous ces Etats ont fait appel au marché financier, alourdissant ainsi d'autant les dettes de leur Etat. Evidemment pour le plus grand intérêt (à tous les sens du terme) des «investisseurs institutionnels» (banques, compagnies d'assurance, fonds de placement, fonds de pension, etc.), remis en selle par les plans de sauvetage antérieurement conduits par ces mêmes Etats, auxquels, en guise de remerciement, ces acteurs financiers se sont empressés de prêter de l'argent mais à des taux d'intérêts allant eux-mêmes croissant au fur et à mesure où leurs besoins de financement se sont aggravés et se sont concurrencés sur ce marché, en engageant cependant ainsi un cercle vicieux pour tout le monde, créanciers autant que débiteurs auxquels il faut désormais tenter de mettre fin.

Pourquoi et comment les gouvernements des Etats centraux veulent-ils maintenant se désendetter ?

La nécessité dans laquelle se trouvent aujourd'hui les Etats centraux de se désendetter résulte tout d'abord de la pression qu'exercent sur eux ce que la novlangue néolibérale en cours nomme «les marchés», c'est-à-dire les «investisseurs institutionnels» qui ont été jusqu'à présent et qui resteront à l'avenir leurs principaux créanciers.

Au cours de ces derniers mois, cette pression s'est exercée par l'intermédiaire d'une hausse des taux d'intérêt, d'autant plus marquée que le niveau d'endettement des Etats emprunteurs était déjà élevé et, avec lui, les risques de défaut de paiement, alourdissant ainsi les conditions d'obtention par ces derniers de nouveaux prêts. Evidemment, les dits créanciers ont en la circonstance tout intérêt à dramatiser la situation pour faire monter encore les taux d'intérêt auxquels ils s'approprient à consentir de nouveaux prêts... pour permettre à leurs débiteurs de leur rembourser les emprunts précédents !

Ils peuvent compter à cette fin sur l'action de spéculateurs (au rang desquels ils comptent souvent eux-mêmes) en jouant à cette fin de trois leviers: la complicité des agences de notations qui évaluent le risque de défaut de paiement des différents emprunteurs et dont les créanciers sont par définition les principaux clients (or, tout épiciers vous le dira, il ne faut pas décevoir ses clients !) ; la spéculation à la baisse sur les cours des titres anciens, baisse qu'ils provoquent en les vendant massivement à terme et à découvert (sans les posséder) ; enfin la spéculation à la hausse sur le cours des credit default swaps (CDS) liés aux dettes publiques [8].

Plus fondamentalement, si tout créancier profite de l'endettement de son débiteur et s'il possède en ce sens un intérêt fondamental à ce que cet endettement non seulement se perpétue, mais encore s'aggrave, il doit néanmoins aussi veiller à ce que son débiteur reste toujours en état de rembourser sa dette et de lui verser les intérêts courants sur cette dernière.

Si, comme je l'ai rappelé plus haut, de tous les débiteurs possibles, les Etats sont d'une part ceux qui peuvent s'endetter le plus et ceux dont le crédit est en principe le plus solide, il arrive néanmoins un point où leur endettement est tel que leur défaut de paiement devient possible et même probable. Et, même si lorsqu'il survient un tel défaut n'expose pas les créanciers des Etats au risque d'être ruinés (encore une fois, un Etat ne peut pas faire faillite), il ne va pas sans inconvénient pour eux: au mieux, il les contraint à des provisions supplémentaires, ce qui limite leur volume d'activités et réduit par conséquent l'échelle de leur valorisation ; au pire, la restructuration de la dette de leurs débiteurs s'accompagne d'une dévalorisation partielle des titres des dettes antérieurs, donc à des pertes sèches. Bref, un créancier doit veiller à ce que l'endettement de son débiteur reste contenu à un niveau qui demeure soutenable par ce dernier ; et il lui faut exiger, le cas échéant, qu'il adapte son «train de vie – le rapport entre ses dépenses et ses recettes – à cette exigence.

Or, survenant après des lustres d'endettement croissant des Etats, le creusement des déficits publics et l'explosion des dettes publiques enregistrée depuis le début de l'année 2009 a de quoi inquiéter les «investisseurs institutionnels» sur la capacité de leurs débiteurs – ou du moins de certains d'entre eux – de

faire face à leurs engagements. Tirer la sonnette d'alarme sous la forme d'une simple hausse des taux d'intérêts et d'une spéculation sur les titres émis ne leur suffit plus ; il faut qu'ils obtiennent de leurs débiteurs les plus lourdement endettés qu'ils engagent une remise en ordre de leurs finances garante de la poursuite du remboursement de leur dette et du versement de leurs intérêts. Et les négociations entourant la concession de nouveaux prêts leur en fournit bien évidemment l'occasion et le moyen: s'il veut obtenir que ses créanciers continuent à lui faire crédit (dans tous les sens du terme), le débiteur lourdement endetté n'a pas d'autre choix que de se soumettre à leurs injonctions et de procéder à une telle remise en ordre en s'engageant derechef dans cette voie.

Cette voie est en principe double. Pour réduire le déficit public et dégager un solde primaire positif (un solde des finances publiques avant imputation de la charge de la dette) de manière à entamer un processus de désendettement (de réduction de la dette), on peut soit augmenter les recettes soit diminuer les dépenses, en conjuguant si possible les deux à la fois. En fait, la première de ces voies répugne à des gouvernements prisonniers de dogmes néolibéraux leur interdisant de recourir à un surcroît de prélèvements obligatoires, ne serait-ce qu'en revenant sur les dispositifs d'allégement de ces derniers adoptés au cours des trois dernières décennies [9].

Si, sous la pression de la nécessité, certains ont été malgré tout conduits à y recourir, leur choix s'est porté sur une augmentation des impôts indirects (principalement la TVA). Dans la mesure où ils constituent aussi la forme la plus injuste d'imposition puisqu'ils frappent proportionnellement plus les bas que les hauts revenus, ce choix signe son caractère de classe – conformément à l'ensemble de la politique dans le cadre de laquelle il se situe, ainsi qu'on le verra encore.

En fait, l'essentiel de la réduction de l'endettement public est attendu d'une compression des dépenses publiques: gel voire baisse nominale des salaires des fonctionnaires, réduction du nombre de ces derniers par non remplacement lors de leur départ en retraite voire par licenciement pur et simple d'un certain nombre d'entre eux, réduction consécutive du champ des missions des services publics voire démantèlement de certains de ces services, coupes claires pratiquées dans les subventions ou allocations publiques y compris parmi celles assurant un revenu minimum aux populations les plus pauvres, etc., figurent désormais parmi les priorités inscrites à l'agenda de la totalité des Etats centraux, comme elles l'ont été durant ces dernières décennies à celui des Etats périphériques qui ont été soumis aux «plans d'ajustements structurels» du FMI et de la Banque mondiale.

Le choix de ces moyens s'explique aisément. Ils ne sont pas seulement cohérents avec le paradigme néolibéral auquel continuent à se référer l'ensemble des gouvernements des Etats centraux, quelle que soit leur orientation ou «couleur politique affichée et en dépit des catastrophes que le néolibéralisme a déjà provoquées, au premier rang desquelles on compte la crise financière de 2007-2008. Un paradigme qui enseigne qu'il faut toujours privilégier l'offre sur la demande, donc préférer un surcroît d'enrichissement des plus riches (dont l'épargne finance l'investissement, donc l'offre) à un moindre appauvrissement des plus pauvres (dont les dépenses de consommation courante abondent la demande).

Dans ces conditions, il faut autant que possible éviter un surcroît d'imposition qui pourrait s'en prendre à l'épargne des possédants (les ménages fortunés ou aisés) ou, pire encore, peser sur le capital (en minorant sa valorisation) ; et, si une augmentation des impôts s'impose, il faut frapper en priorité les revenus des plus pauvres plutôt que celui des plus riches, en recourant de préférence à l'imposition indirecte plutôt qu'à l'imposition directe (sur les revenus ou le patrimoine). Du moins, ne pourra-t-on pas accuser les gouvernements actuels de manquer de constance: c'est par les mêmes méthodes qui ont abouti au surendettement potentiel des Etats centraux qu'ils entendent aujourd'hui désendetter ces derniers. Autant se proposer de redonner du souffle à un asphyxié en l'étranglant ! On devine d'emblée les résultats qu'il faut en attendre.

En fait, ces gouvernements font mieux que persister dans la voie néolibérale qu'ils suivent depuis trois décennies. Avec les politiques de désendettement des Etats qu'ils viennent d'adopter, c'est une nouvelle étape sur la voie du programme néolibéral de «low coast society» qu'ils s'appêtent à franchir: la compression des dépenses publiques qu'ils entendent mettre en œuvre vise à abaisser le coût général des moyens sociaux de consommation (équipements collectifs et services publics), qui sont aussi pour partie des moyens de production socialisés, qui constituent autant de frais généraux de la production capitaliste. Or certains de ces moyens (le système d'enseignement et les systèmes publics de protection sociale de l'enfance, de la santé, de l'invalidité, de la vieillesse, etc.) comptent parmi les conditions majeures de reproduction de la force sociale de travail. Si bien que la compression des dépenses publiques constitue

en fait directement une attaque contre les éléments socialisés du salaire. En somme, au-delà d'une enième opération de préservation des intérêts du seul capital financier ou de sauvetage de ses éléments les plus menacés par le risque de défaut de paiement des Etats, les politiques de réduction des dépenses publiques poursuivent un objectif de plus vaste portée, intéressant le capital dans son ensemble, la baisse du coût social de reproduction de la force sociale de travail: en un mot, une dévalorisation de cette dernière. C'est ce que nous allons voir à présent.

La situation particulière de la zone euro

Auparavant, disons quelques mots des spécificités de la situation dans laquelle se trouvent les Etats de la zone euro sous l'angle des processus précédents. Dans cette zone, une grande partie des titres de la dette publique sont détenus par des banques européennes: «Au 31 décembre 2009, les banques ayant leur siège dans la zone euro représentaient près des deux tiers (62 %) de l'exposition totale de toutes les banques internationales envers les résidents des pays de la zone euro en difficulté (Espagne, Grèce, Irlande et Portugal). Leurs créances globales s'élevaient à \$727 milliards sur l'Espagne, \$402 milliards sur l'Irlande, \$244 milliards sur le Portugal et \$206 milliards sur la Grèce. [10]

En conséquence, les doutes quant à la capacité de certains Etats européens (notamment ceux que désigne le délicat acronyme anglais de PIIGS: Portugal, Ireland, Italy, Greece and Spain) d'honorer leurs engagements, qui ont crû au rythme du creusement de leurs déficits et de l'alourdissement de leur dette respective, ont rejailli au cours de ces derniers mois sur la situation de ces banques et ont progressivement recréé en Europe un risque de credit crunch (contraction du crédit) sur le marché interbancaire, les banques européennes répugnant de plus en plus à se faire mutuellement crédit, dans l'ignorance ou au contraire la trop bonne connaissance de leurs degrés respectifs d'engagement dans le financement des dettes publiques européennes, comme au plus fort de la crise financière à l'automne 2008.

Par ailleurs, la crainte grandissante d'un défaut de paiement de la Grèce, alimentée par une forte dégradation de sa situation financière au cours de 2008-2009 et aggravée par l'annonce d'un déficit budgétaire et d'un état des finances publiques plus détérioré, encore que ce qui avait été primitivement annoncé à l'occasion d'un changement de majorité parlementaire, y a déchaîné la spéculation contre l'euro et donné libre cours à la rumeur de risque d'éclatement de la zone euro.

Longs à se mettre d'accord face à une situation exacerbant les conflits entre les intérêts nationaux et totalement inédite au regard des traités régissant l'Union européenne et la zone euro, les gouvernements des Etats de cette zone, n'y ont finalement réagi qu'en mai dernier. En premier lieu, en affirmant leur solidarité collective de façade face à la difficulté grandissante de la Grèce à continuer à emprunter sur le marché financier international: leur aide a pris la forme... d'un prêt de 110 Mds € dont 30 apportés par le FMI. De plus, ils ont créé un fonds européen doté de 750 Mds € (dont 250 Mds € apportés par le FMI) pour faire face à des difficultés similaires auxquelles pourraient devoir faire face d'autres Etats de la zone euro dans les prochains temps, comme cela est prévisible, les plus exposés étant le Portugal, l'Irlande et l'Espagne. Ce fonds sera abondé par des emprunts sur le marché financier, cependant garantis par les Etats européens. Encore de quoi aggraver un peu plus le déficit de ces Etats pour sauver leurs créanciers...et permettre à ces derniers de continuer à prêter aux premiers sans (trop) de risque.

En deuxième lieu, la Banque centrale européenne (BCE) est désormais autorisée à racheter des titres de dette publique des Etats européens, ce que sa lutte obsessionnelle contre l'inflation lui interdisait jusqu'alors contrairement à ce que faisait de longue date son homologue états-unienne, la Fed. De la sorte, elle espère d'une part accroître la liquidité sur le marché des titres publics, d'autre part toute tension sur ce marché qui ne pourrait que faire grimper les taux d'intérêts sur les emprunts futurs tout en dévalorisant les titres déjà en circulation, en nuisant à leurs détenteurs, les créanciers des Etats. Une nouvelle fois, il s'agit de préserver le capital financier.

Si ces deux premières mesures sont totalement contraires aux traités régissant l'institution de la monnaie unique européenne (ce qui explique les réticences des plus rigoureux d'entre eux, en tête desquels on trouve le gouvernement allemand – mais que valent des traités face à l'impératif catégorique de sauver le capital financier dont les titres sont libellés dans cette monnaie ?), les suivantes s'inscrivent par contre dans la plus pure orthodoxie néolibérale.

Car, en contrepartie, la plus stricte rigueur budgétaire est exigée de tous les Etats membres, sommés de ramener d'ici 2013 ou 2014 au plus tard leur déficit public dans les limites prévues par le traité de

Maastricht (3 % du PIB au plus). La Grèce a dû promettre de réduire son déficit de près de cinq points de PIB dès cette année, en le ramenant de 13,6 % à 8,7 %, et d'économiser 30 Mds en trois ans, en taillant dans les dépenses publiques (suppression des 13e et 14e mois de traitement des fonctionnaires, blocage de l'embauche, non-remplacement de quatre fonctionnaires sur cinq, diminution des subventions aux hôpitaux de 600 millions d'euros, réduction des subventions aux fonds de retraite de 540 millions d'euros, etc.) et en augmentant les prélèvements fiscaux (taxes supplémentaires sur le tabac, l'alcool, l'essence, les téléphones portables, impôt spécial sur les entreprises profitables et l'immobilier de valeur, lutte contre une fraude et une évasion fiscales érigées de longue date en sport national, etc.)

Et de semblables mesures vont être mises en œuvre dans tous les Etats de la zone euro: dans les trois ans à venir, l'Espagne s'est engagée à économiser 65 Mds € moyennant la baisse du salaire des fonctionnaires de 5 %, le non-remplacement de neuf fonctionnaires sur dix et un report de l'âge du départ à la retraite de 65 à 67 ans ; le Portugal a gelé le salaire des fonctionnaires jusqu'en 2013 et suppression de 73 000 postes en quatre ans ; l'Italie promet d'économiser 27 Mds € moyennant le non-remplacement de quatre fonctionnaires sur cinq et le report de l'âge du départ à la retraite de 59 à 61 ans d'ici 2013; la France 45 Mds € moyennant le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux et le report du départ de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans d'ici 2016, tandis qu'on agite des projets de licenciements des fonctionnaires ; l'Etat irlandais a baissé les salaires de ses fonctionnaires de 10 %, ne remplacera plus ces derniers lors du départ à la retraite, taille dans les allocations de chômage et augmente de surcroît les impôts. Même la pourtant vertueuse Allemagne a promis d'économiser 81 Mds € dans les quatre ans à venir pour ramener son déficit budgétaire de 5 à 3 % de son PIB, qui devra ne pas dépasser les 10 Mds € en 2016, moyennant notamment un report du départ de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans entre 2012 et 2029. Bref, la course au moins disant social est désormais ouverte au sein de la zone euro sous couvert de réduction des dettes publiques.

Les «ajustements structurels» auxquels les gouvernements de la zone euro vont ainsi contraindre leur population seront d'autant plus drastiques que, du fait qu'ils sont désormais prisonniers de cette zone, ils ne pourront pas jouer de l'effet de relance économique (gonflant les recettes fiscales) dont ils pouvaient bénéficier précédemment par la dévaluation monétaire ou par une politique laxiste du crédit, susceptibles de participer à la relance mais aussi de doper l'inflation et de dévaluer d'autant leurs dettes libellées en monnaie nationale. Bref, en ayant perdu la maîtrise de ces deux instruments traditionnels de politique économique que sont le taux de change et le taux d'intérêts, les gouvernements de la zone euro ne peuvent plus que se tourner vers leurs concitoyens et contribuables pour leur présenter et leur faire payer l'addition de l'endettement antérieur de leurs Etats respectifs... au profit du capital et des couches fortunées et aisées.

Le spectre de la dépression

Quels sont les effets socioéconomiques prévisibles des plans d'austérité budgétaire engagés par les gouvernements des Etats européens ?

En premier lieu, il est clair qu'ils ne parviendront pas à stopper la croissance des dettes publiques, encore moins à les faire diminuer. C'est que, en dépit de leur caractère drastique, les coupes claires prévues dans les dépenses publiques seront insuffisantes tout comme le sera la progression des recettes fiscales du fait de la mollesse de la reprise économique (d'ailleurs bridée par la compression des dépenses publiques – je vais y revenir) pour rétablir l'équilibre budgétaire et encore moins dégager un solde primaire positif permettant d'entamer un processus de désendettement. Tout juste ces plans d'austérité parviendront-ils à contenir les déficits budgétaires et à ralentir la croissance des dettes publiques, en évitant leur dérive incontrôlable: c'est d'ailleurs là leur objectif immédiat, conforme à cela aux vœux des opérateurs financiers créanciers des Etats européens.

Dans ces conditions, ramener les dettes publiques européennes dans la limite de 60 % prévue par le traité de Maastricht devient pure utopie: selon le dernier scénario de référence de l'OCDE, à l'horizon 2025, la dette autrichienne s'élevait à 83 % du PIB, la dette néerlandaise à 85 %, la dette espagnole à 85 % ; la dette allemande à 86 %, la dette finlandaise à 97 %, la dette portugaise à 109 %, la dette française à 113 %, la dette irlandaise à 132 %, la dette italienne à 130 %, la dette grecque à 137 %, pour une moyenne de 101 % pour l'ensemble de la zone euro ; seule la dette luxembourgeoise (53 % du PIB) se situerait sous la limite de référence (elle ne s'élevait encore qu'à 11 % en 2007) [11].

Dans ces conditions, on comprend que «les marchés» (les opérateurs financiers dans la novlangue

néolibérale) n'aient pas été emballés par l'annonce de ces plans. Les taux d'intérêts exigés pour consentir de nouveaux prêts à la Grèce ont à peine fléchi (ce qui témoigne du manque de confiance des créanciers dans la capacité de cette dernière à assainir ses finances publiques); ceux consentis au Portugal, à l'Irlande, à l'Espagne et même à l'Italie restent sensiblement supérieurs à ceux accordés à l'Allemagne ou même à la France ; la BCE continue à devoir prêter massivement aux banques privées, preuve que ces dernières se méfient toujours autant les unes des autres ; le Libor (taux auquel ce prêtent les banques sur le très court terme) est passé de 0,25 % à 0,55 % en mars dernier. En conséquence, l'euro a continué à se déprécier (– 20 % face au dollar et – 13 % face aux devises des principaux partenaires commerciaux de la zone depuis décembre 2009), etc.

Pour parvenir à ralentir davantage l'endettement des Etats européens, il faudrait recourir non pas à des coupes entre plus claires dans les dépenses mais à des augmentations substantielles d'impôts. A titre d'exemple, alors que ne pas remplacer le départ en retraite d'un fonctionnaire sur deux ne permet à l'Etat français que d'économiser 500 millions d'euros par an, en dégradant irrémédiablement les services publics que ces suppressions d'emploi affectent, l'abaissement de la TVA dans la restauration (nullement suivi par les baisses des prix et les créations d'emploi promises) a occasionné une perte de recettes fiscales annuelle de 3 Mds € tandis que les exonérations de cotisations sociales patronales lui coûtent (théoriquement) annuellement 25 Mds € supplémentaires [12]. Mais on sait aussi pourquoi les gouvernements européens ne sont pas disposés à puiser dans ces ressources potentielles de recettes fiscales !

Si les plans d'austérité actuellement mis en œuvre par les gouvernements européens ont peu de chance de rétablir l'équilibre financier de leurs Etats respectifs, ils risquent inversement, en deuxième lieu, non seulement de briser la timide reprise économique qui s'est dessinée à la fin de 2009 mais de faire plonger à nouveau l'Europe dans la récession voire la dépression.

C'est que ces plans vont inévitablement limiter la demande finale. Directement, tout d'abord en réduisant les dépenses publiques: le nombre des emplois publics, les salaires réels voire nominaux des salariés de l'Etat, les revenus de transferts sociaux, les commandes publiques, etc. Car tel est l'effet immédiat des coupes claires dans les budgets des différents ministères. Et surtout indirectement: le ralentissement de la croissance, a fortiori toute nouvelle récession, va gonfler le nombre des chômeurs (travailleurs licenciés et jeunes ne trouvant pas de premier emploi), mais aussi des travailleurs et travailleuses précaires, accroître la durée moyenne du chômage, faire basculer un nombre croissant de chômeurs et chômeuses dans la pauvreté et l'assistantat public, exercer en conséquence une pression sur les salaires (ralentissement de la hausse des salaires réels dans le meilleur des cas, stagnation dans la plupart des cas, voire quelquefois baisse sous l'effet d'un chantage aux licenciements), inciter les ménages à accroître leur épargne de précaution (pour ceux du moins qui en conserveront les moyens). En un mot, ces politiques vont déséquilibrer un peu plus le partage de la « valeur ajoutée » (de la richesse socialement supplémentaire annuellement produite) entre salaires et plus-value, au détriment des premiers et au bénéfice de la seconde. J'ai eu l'occasion de montrer qu'il est précisément au cœur de la phase actuelle de la crise structurelle du capitalisme et qu'il est notamment responsable, in fine, de tous les désordres qui ont conduit à la crise financière de 2007-2008 ; elles ne peuvent donc qu'aggraver le mal profond dont pâtit actuellement l'économie capitaliste, responsable de sa longueur de fond et de la répétition continue, depuis une vingtaine d'années, de ses relances avortant rapidement en crises financières et en récessions [13].

Et la baisse de l'euro, favorisant en principe les exportations vers les zones où la reprise économique est vigoureuse (l'Asie en priorité), ne parviendra pas à compenser les différents facteurs de récession précédents, notamment du fait du caractère hautement autocentré de l'Europe: son taux d'ouverture commercial (importations + exportations / PIB) n'est que de 16% [14].

Ce qui menace ainsi l'économie européenne, c'est bien l'enclenchement d'une spirale dépressive du fait de la contraction de la demande sous l'effet de la nécessité et de la volonté de désendettement des Etats. Certains économistes l'évoquent déjà ouvertement: «Alors que les agents privés sont loin d'avoir cessé de se désendetter, on attend des agents publics qu'ils le fassent également. Une situation très dangereuse et qu'on connaît bien depuis Irving Fisher. La *debt deflation* [processus de baisse généralisée des prix et de l'activité du fait de la volonté des agents économiques de privilégier leur désendettement] a ainsi caractérisé une bonne partie des années 1930, et c'est la menace qui pèse aujourd'hui sur l'économie européenne. Nous n'avons pas évité la crise des années 1930, mais seulement sa première étape.» [15]

Si ce scénario catastrophe n'est heureusement pas le plus probable, il est par contre à peu près certain

que l'Europe connaîtra une nouvelle crise de la dette publique en Grèce, mais aussi sans doute au Portugal, en Espagne, en Irlande, au plus tard à l'horizon 2013-2014, et sans doute avant, dès lors qu'il apparaîtra que ces Etats ne sont pas en mesure de tenir leurs engagements de réduction de leurs déficits, le ralentissement de la croissance et, a fortiori, toute nouvelle récession limitant d'autant leurs recettes fiscales et en accroissant automatiquement certaines de leurs dépenses économiques (subventions aux secteurs les plus affectés par la récession) ou sociales (ce qui reste d'allocations de chômage et de revenus minimaux).

Cette nouvelle crise sera d'autant plus grave que leur situation financière se sera encore dégradée entre-temps. Et comme une grande part des titres émis par ces Etats sont détenus par des banques européennes, la nouvelle crise de la dette publique se poursuivra en crise bancaire, plombant ainsi l'ensemble de «l'économie réelle» européenne, en menaçant la stabilité financière des Etats qui leur ont apporté leur garantie.

L'alternative serait par conséquent une relance concertée de la demande interne dans les Etats qui dégagent des excédents extérieurs importants et dont les déficits publics sont les moins importants, tels que l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et les Etats nordiques. Mais on n'en prend visiblement pas le chemin dans une Union européenne (UE) encore largement dominée par le heurt des intérêts nationaux (les conflits d'intérêts entre les différents blocs nationaux) et dont les institutions actuelles ne prévoient au demeurant aucun mécanisme de «gouvernance économique commune au-delà de la police des déficits publics.

Les développements précédents suggèrent cependant que ce sont, en troisième lieu, les salarié-e-s qui vont constituer les principales victimes des politiques d'austérité budgétaire engagées par les gouvernements européens. Déjà rudement affectés par les trois décennies précédentes de croissance ralentie, périodiquement entrecoupées de récessions, leur situation risque de se dégrader encore plus rudement sous l'effet de ces politiques. D'une part, celles-ci vont s'en prendre directement au salaire indirect: aux éléments socialisés du salaire prenant la forme du versement de prestations diverses (allocations de chômage, remboursement de soins médicaux, pensions d'invalidité ou de vieillesse, etc.) ou de mise à disposition gratuite de différents équipements collectifs et services publics (école, équipements sportifs et culturels, dispensaires et hôpitaux, etc.). En un mot, ces politiques vont donner un sérieux coup d'accélérateur et une ampleur sans précédent au démantèlement jusqu'alors rampant de ce qu'il est convenu d'appeler l'Etat-providence ou l'Etat social. Car, à coup sûr, de toutes les facettes d'un Etat qu'il s'agit de soumettre à une diète sévère, c'est bien ce dernier qui risque de connaître le plus le régime du pain sec et de l'eau claire.

D'autre part, et comme je l'ai déjà mentionné, les effets récessifs voire dépressifs de ces mêmes politiques vont dégrader les conditions d'emploi, de travail et de rémunération de l'ensemble des salariés, signifiant une aggravation de leur taux d'exploitation, un gonflement de «l'armée de réserve industrielle» (le développement de la précarité et du chômage), l'extension de la pauvreté et de la misère, avec son cortège inévitable de désespérance et de révoltes impuissantes dont les manifestations (plongée dans la délinquance, émeutes dans les quartiers populaires) finissent toujours par se retourner contre leurs auteurs qui en sont aussi les principales victimes.

En bref, les politiques d'austérité budgétaire actuellement engagées par les gouvernements européens vont marquer, à coup sûr, une nouvelle étape dans l'offensive que mène le capital contre les travailleurs pour leur faire payer le prix de plus en plus fort de sa propre crise. Cette nouvelle étape marque en même temps une réorientation de cette offensive, qui vise désormais davantage le salaire indirect que le salaire direct.

Après s'en être pris depuis trois décennies essentiellement aux conditions d'échange et d'usage de la force de travail, en intensifiant son exploitation, en comprimant les salaires, en dégradant la protection juridique des salariés, le capital, par Etat interposé, compte s'en prendre désormais aux conditions de reproduction de la force de travail: ce seront un enseignement de masse dégradé, un habitat social encore plus rare et plus dégradé, des nouvelles vague de «déremboursement» (de quelle invention poétique la novlangue n'est-elle pas capable pour suggérer le contraire de ce qu'elle dit!) des soins médicaux, de nouvelles «franchises médicales» (qui affranchissent surtout l'Etat de son devoir d'assistance aux malades impécunieux), une baisse généralisée et drastique des pensions de retraite sciemment préparée sous couvert d'un recul de l'âge légal de départ en retraite et d'une augmentation de la durée des cotisations pour pouvoir accéder à une pension à taux plein, etc.

Ce que ces politiques préparent – voire visent (sans le dire, évidemment !) – c'est le démantèlement pur et simple des piliers institutionnels de consolidation du rapport salarial datant de l'époque fordiste avec pour effet une aggravation de l'émiettement du salariat entre la partie, se rétrécissant comme peau de chagrin, qui continuera à bénéficier de l'héritage de cette consolidation et le restant qui en sera progressivement dépossédé ou qui sera même d'emblée placé hors de son champ.
Une seule solution: l'annulation !

Principales victimes actuelles et plus encore potentielles des politiques d'austérité budgétaire, les salariés, en emploi ou au chômage, sont aussi les seuls qui puissent les tenir en échec. La radicalité même de l'attaque dont ils vont faire l'objet de la part du capital ne peut les laisser sans réaction sous peine de connaître une régression de leurs conditions matérielles et sociales d'existence de caractère historique, qui serait sans précédent depuis l'aube du capitalisme dans les formations centrales et notamment en Europe.

L'enjeu n'est pas seulement de sauver quelques-unes des conquêtes sociales les plus importantes des luttes antérieures conduites par les travailleurs et leurs organisations ; chacun doit bien avoir conscience – et ce sera un des objectifs de la mobilisation que de faire naître et conforter une pareille conscience – que ce qui se joue ici, c'est la préservation de ces acquis de la civilisation que constituent la prise en charge par la société des plus faibles et des plus démunis de ses membres: enfants et vieillards, malades et infirmes ; bien plus, que la lutte a mené est en définitive celle de la vie, de sa préservation, de son renforcement et de son intensification, contre la mort: contre le règne du capital, cette accumulation de travail mort qui ne tolère finalement de la vie que ce qu'il peut en exploiter sous forme de travail vivant, tel un vampire qui se perpétue et se régénère en suçant le sang de ses victime [16].

Le caractère crucial de ces enjeux ne garantit pas pour autant qu'une telle mobilisation aura lieu ni a fortiori qu'elle sera à la hauteur de ces derniers. D'autant plus que cette nouvelle agression du capital intervient dans une situation de dégradation continue du rapport des forces entre capital et travail, conjuguant l'émiettement du salariat, l'affaiblissement de son niveau général de combativité, l'emprise continue sur lui d'organisations syndicales et politiques héritières de l'ancien mouvement ouvrier social-démocrate mais aujourd'hui acquises au social-libéralisme et toutes prêtes à enrayer, dévoyer et brader les luttes éventuelles, la faiblesse particulière des forces anticapitalistes. Dans ces conditions, si de telles luttes devaient cependant avoir lieu, il importerait pour ces dernières forces d'y intervenir avec des mots d'ordre clairs.

Au minimum, il faudrait exiger que la réduction des déficits publics se fasse moyennant non pas une réduction des dépenses (notamment sociales), mais une hausse des recettes fiscales, en taxant davantage le capital (et notamment le capital financier) comme les revenus et les patrimoines des ménages riches et aisés. Ce qui aurait la double vertu et de ne pas peser sur le niveau de la demande (sinon marginalement sur celle des produits de luxe) puisqu'on s'en prendra qu'à l'épargne de ces ménages et de corriger (un peu) des inégalités de revenus et de patrimoine qui n'ont pas cessé de se creuser au cours de ces deux dernières décennies.

Mais, plus radicalement, une revendication de pure justice fiscale et sociale serait de répudier l'ensemble des dettes publiques: ce ne serait que faire payer d'un seul coup aux créanciers des Etats l'ensemble des arriérés d'impôts qu'ils n'ont pas acquitté, en contribuant ainsi à creuser la dette publique, tout en accumulant une épargne dont l'usage spéculatif débridé a été directement responsable de la crise financière, dont la résolution a dégradé une seconde fois les finances publiques. En somme, leur faire payer le juste prix de leur incivisme et de leur rapacité.

Texte publié sur le site Alencontre : www.alencontre.org

Alain Bihr a publié récemment aux Editions page deux, Collection Empreinte, «La logique méconnue du capital» (2010)

Notes:

1. Je reprends ici la substance de deux articles antérieurs sur la dette publique: «Sommaire rappel de quelques vérités élémentaires sur la dette publique» A Contre-Courant, n°162, février-mars 2005 (repris sous «Dette publique» in La novlangue néolibérale, Editions Page deux, Lausanne, 2007) ; et «Que cache la croissance de la dette publique ?», A Contre-Courant, n°211, janvier-février 2010..

2. Un bloc social est un système, quelquefois fort complexe, d'alliances hiérarchisées entre différentes classes, fractions, couches ou catégories sociales, quelquefois rivales entre elles par ailleurs ; alliances constituées sous la direction de l'une d'entre elles qui y occupe ce qu'on appelle une position hégémonique ; et dont l'unité est assurée par un réseau

d'organisations communes ainsi que par une idéologie commune.

3. Le fait que, de nos jours, «globalisation» financière aidant, les titres de la dette publique de l'immense majorité des Etats ne soient plus majoritairement détenus par leurs ressortissants et contribuables, mais puissent se concentrer entre mains de ressortissants d'autres Etats ne modifie pas fondamentalement le raisonnement précédent: qu'elle soit prêtée à leur propre Etat ou à des Etats tiers par l'intermédiaires des acteurs financiers que sont les banques, les compagnies d'assurance, les fonds de placements, etc., l'épargne des ménages fortunés et aisés pourrait toujours être mise à contribution (dans tous les sens du terme) pour financer les dépenses publiques par le biais de l'impôt plutôt que par celui de la dette. Sous ce rapport, la «globalisation financière n'a fait qu'universaliser (en mondialisant son champ d'exercice) le procédé d'enrichissement de ces ménages qui opère par le biais de l'endettement des Etats.

4. Le Capital, Editions Sociales, tome III, page 196.

5. Institut national de la statistique et des études économiques, «Principaux impôts par catégorie»

6. Chiffres cités par Frédéric Lordon, «L'urgence du contre-choc», Le Monde Diplomatique, mars 2010, page 9.

7. Eurostat, Newsrelease Euroindicators 55/2010, avril 2010 ; et OCDE, Perspectives économiques de l'OCDE, n°87, mai 2010, page 255

8. Les credit default swaps (en français: couvertures de défaillance) sont des contrats d'assurance destinés à garantir les créanciers contre d'éventuels défauts de paiement de la part de leurs débiteurs. Mais, contrairement à une classique prime d'assurance, leur niveau n'est pas fonction de la probabilité du risque mais uniquement du rapport entre demande et offre de ce type de contrat. De surcroît, ce type de contrat peut s'acquérir alors même que l'on ne possède pas le titre de crédit sur lequel il porte et que l'on encourt donc pas le risque de défaut de paiement qu'il couvre ; c'est comme si on pouvait s'assurer contre la destruction de la voiture du voisin ! Enfin, ce sont des titres liquides, c'est-à-dire qu'on peut les revendre après les avoir souscrits ou rachetés. Lorsqu'ils portent sur des titres de la dette publique d'un Etat, leurs achats massifs provoquent, au mieux, la hausse de leurs cours (ce qui permet aux spéculateurs de réaliser au passage des «plus-values spéculatives»), tout en nuisant au crédit des titres sur lesquels ils portent et en faisant monter les taux d'intérêts auxquels doivent être émis les titres suivants, dégradant ainsi réellement la situation de l'Etat débiteur et augmentant le risque d'un défaut réel de paiement de sa part ; au pire, ces achats massifs provoquent ce défaut et permettent aux spéculateurs d'empocher le montant de l'assurance. Quand on est assuré contre l'incendie de la voiture du voisin, on a évidemment tout intérêt à la voir partir en fumée !

9. A titre d'exemple, si les allègements de prélèvements obligatoires introduits depuis 1999 n'existaient pas, la dette publique française serait de 20 points de PIB inférieure à ce qu'elle est aujourd'hui et la charge des intérêts de la dette de 0,5 point de PIB inférieur à son niveau actuel. Cf. Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis, Rapport sur la situation des finances publiques, La Documentation française, mai 2010, page 13

10. Banque des règlements internationaux, Bulletin trimestriel, juin 2010, pages 4-5

11. OCDE, ibid.

12. Chiffres cités par Laurent Cordonnier, «Un pays peut-il faire faillite?»», Le Monde Diplomatique, mars 2010, page 10.

13. «Sur la crise (1): «Le triomphe catastrophique du néolibéralisme», A Contre-Courant, n°199, novembre 2008 ; «A propos d'un excès de plus-value», mis en ligne sur le site A l'Encontre, le 20 janvier 2009; «Pour une approche multidimensionnelle des crises de la production capitaliste», mis en ligne sur le site A l'Encontre le 13 juin 2009.

14. Chiffre cité par Laurent Jeanneau et Guillaume Duval, «Zone euro: la croissance au péril de la rigueur», Alternatives Economiques, n°293, juillet-août 2010, page 19.

15. Jacques Le Cacheux, «La sortie de crise sera plus dure à gérer que la crise elle-même», Alternatives Economiques, n°291, mai 2010, page 73.

16. «Prendre aux mots la dimension mortifère du capitalisme contemporain», mis en ligne sur le site A l'Encontre le 9 juin 2010.

Le Capital passe à l'attaque

Par Jan Malewski

Austérité ! Alors que la crise capitaliste a rebondi sous la forme d'une crise de dette souveraine, qui s'étend de la Grèce vers les autres pays de l'Union européenne, les gouvernements du noyau dur de cette Union ont décidé d'imposer partout une politique d'austérité sans précédent.

Il s'agit, ni plus ni moins, de démanteler ce qui reste des acquis des « États providence », que le capital européen a dû octroyer à l'issue de la seconde guerre mondiale, craignant la puissance du mouvement ouvrier et cherchant à légitimer ses États en reconstruction. Le but annoncé, c'est une réduction de 20 % du pouvoir d'achat des classes populaires, le démantèlement des droits de retraite, de la sécurité sociale et la dislocation-privatisation des services publics.

État, instrument néolibéral

Pour ce faire, le capital utilise ses appareils étatiques et ses appareils para-étatiques internationaux (le FMI, la Banque mondiale, la Banque centrale européenne, la Commission européenne...). Il s'est appuyé pour cela sur les théories néolibérales, qui, contrairement au libéralisme classique, ne considèrent pas que « le marché » et « la concurrence » soient « le cours naturel des choses », mais qu'il s'agit de « quelque chose qu'il faut construire » (1). Tout en laissant parler leurs propagandistes sur la diminution du rôle de l'État, pour justifier ainsi les déréglementations et construire ce que les néolibéraux considèrent comme l'essence du marché — la concurrence —, les dirigeants néolibéraux se sont attelés à modifier le rôle des États et des structures para-étatiques.

Pierre Dardot synthétise ainsi ce tournant, en cours depuis plus d'un quart de siècle : « Ce rôle-là est assez nouveau, dans la mesure où, dans la tradition d'un certain libéralisme, (...) on avait une image qui résumait un peu tout et qui était celle de l'État "veilleur de nuit". L'État veilleur de nuit a d'abord et avant tout pour fonction d'assurer la sécurité des biens et des personnes privés. (...) Les néolibéraux (...) considèrent que l'action de l'État est quelque chose de très important. Ils assument sans aucun complexe l'idée que l'État a à intervenir dans le domaine de l'économie. (...) Il doit intervenir d'abord pour créer là où elle n'existe pas, et ensuite pour faire respecter là où elle existe, la norme de la concurrence, puisque c'est précisément la norme du marché. C'est un État qui édicte des règles sur le plan du fonctionnement de l'économie, ce n'est pas du tout un État qui reste complètement en retrait et "laisse faire". » (2) L'objectif des appareils étatiques et para-étatiques ainsi conçus, c'est de « transformer toutes les relations sociales », comme Nicolas Sarkozy l'a dit, à propos de la loi sur l'auto-entrepreneuriat, devant les mille premiers auto-entrepreneurs qu'il avait invités, ou, comme l'avait formulé Margaret Thatcher bien avant lui, « de changer ou transformer le cœur et l'âme » (3).

Le « consensus de Washington », les traités de l'Union européenne, de Maastricht à Lisbonne, les multiples « réformes » — visant à démanteler les acquis des réformes progressistes, donc en réalité des contre-réformes — votées dans les Parlements nationaux ont permis de préparer le terrain et de commencer la transformation de la société, de créer les conditions pour « que les individus soient placés dans des situations telles qu'ils ne puissent pas faire autre chose que d'agir dans le sens qui est précisément souhaité (...), obtenir des individus par ces incitations qu'ils se conduisent comme on veut qu'ils se conduisent, sans avoir à le leur rappeler sans cesse et sans avoir à leur commander sans cesse ce qu'ils doivent faire. » (4).

Ainsi, il ne s'agit pas de liquider le système des retraites, mais de le vider de son contenu, en réduisant leur montant de façon à obliger les individus à « choisir » le recours à des Fonds de pensions. Non pas privatiser complètement le système de santé, mais supprimer tous les services qui peuvent être rentabilisés de manière à développer le secteur privé que les citoyens devront « choisir ». Non pas supprimer les logements sociaux, mais en accroître les loyers de manière à pousser tous ceux qui peuvent encore économiser un peu (et même au-delà, comme l'a montré la récente crise de l'immobilier) à s'endetter pour acheter des logements. Non pas supprimer le droit public, mais en conserver la coquille vidée de sa substance « en faisant en sorte que ce soit le droit privé qui l'emporte de plus en plus, y compris à l'intérieur de l'organisation de l'État et de ses services administratifs (...), de telle sorte que précisément les

agents du service public deviennent eux-mêmes des équivalents des auto-entrepreneurs ou plutôt de petits entrepreneurs de soi » (5).

Les tests réalisés

Au contraire de ce que de nombreux observateurs annonçaient fin 2008, les interventions des États venant au secours des profits des banques et des secteurs « stratégiques » de l'industrie, n'étaient nullement une rupture avec cette conception du rôle des appareils étatiques. Il s'agissait d'une intervention dans le domaine de l'économie, au service des secteurs dominants du capital, de manière à reconstituer les conditions de leur fonctionnement. Les appareils étatiques et les institutions internationales prenaient la relève du capital privé en crise, garantissant ainsi les profits des secteurs dominants. Le rétablissement rapide des profits bancaires en 2009 en a été le résultat.

En même temps il s'agissait de tester, d'abord dans les pays périphériques les plus touchés — en Irlande, en Lettonie, en Lituanie, en Hongrie, en Islande —, de nouveaux mécanismes de « gouvernance », des attaques brutales contre les acquis du salariat. Le résultat a été jugé positif. Des centaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues pour protester, mais les États ont tenu bon, même si, ici où là, les gouvernements ont dû passer la main à d'autres, poursuivant la même politique, ou que les partis gouvernementaux ont enregistré quelques échecs électoraux.

Pour la première fois les salaires nominaux dans la fonction publique ont été réduits : dès 2008 (puis à nouveau en 2009) en Irlande de 5 % à 15 %, en Islande (réduction de 5% à 10 %) et en Hongrie (salaires gelés pour deux ans, suppression du 13ème mois en octobre 2008), dès 2009 en Lettonie (en septembre, réduction de 50 % des salaires des enseignants) et en Lituanie (réduction de 20 % à 30 %). Depuis les mêmes mesures sont en train d'être imposées en Grèce (réduction des salaires de l'ordre de 25 % toutes mesures déjà annoncées confondues et leur gel pour 5 ans), en Espagne (réduction des salaires de 5 % suivi du gel), au Portugal (gel pour 4 ans), en Roumanie (baisse de 25 %)... Le projet visant en France à augmenter dans la fonction publique les « cotisations » (6) de retraite des salariés n'a d'autre but que celui de réduire les salaires des fonctionnaires.

Dans toute l'Europe l'âge de départ à la retraite et le nombre d'années devant être travaillées ont été augmentés ou sont en cours d'augmentation, pour réduire les pensions versées. En Lettonie le gouvernement a été au-delà, décidant de baisser le montant nominal des pensions de 10 % à 70 % au 1er janvier 2010. La loi votée a été déclarée « illégale » par la Cour constitutionnelle, saisie par 9 000 retraités — à refaire donc, mais la brèche a été ouverte. Le gouvernement roumain a déjà annoncé une baisse des pensions de 15 %, le gouvernement grec les a gelées tout en envisageant de faire passer l'âge de départ à la retraite à 67 ans.

Il en va de même de la TVA. La restauration du capitalisme dans les pays de l'Est avait d'abord permis de tester le mécanisme, dans des conditions, il est vrai, de grande confusion — il était possible d'annoncer une « modernisation » et « une mise à niveau ». Cet impôt indirect et particulièrement inégalitaire — il touche beaucoup plus lourdement les revenus modestes et permet ainsi les réductions considérables des impôts sur le capital (et donc aussi la propagande sur « la baisse des impôts ») sans réduire les recettes budgétaires — a été établi au début des années 1990 dans toute l'Europe de l'Est, augmentant de même les prix (et donc réduisant les salaires réels) de 18 % à 20 %.

Dans la foulée la même mesure a été mise en place en Islande (24,5 % en 1990). Un peu plus tard, du fait de la guerre, en Croatie (23 % en 1998), en Bosnie (17 % en 2006) et au Kosovo (16 %). La réussite de l'opération inspire les gouvernements de la « vieille Europe » : depuis 1994 en Allemagne le taux normal de TVA a été augmenté de 4 % (et de nouvelles augmentations se préparent), en France de 1 %, à Chypre de 5 %, en Grèce de 5 %, à Malte de 3 %, au Portugal de 5 %, en Espagne de 1 % (et une nouvelle augmentation est annoncée), en Hongrie de 5 %, en Estonie de 2 %, en Lettonie et en Lituanie de 3 %... Il semble que le taux pour l'instant maximal au sein de l'Union européenne (25%), appliqué au Danemark, en Suède et depuis peu en Hongrie, constitue l'objectif. Les augmentations touchent également les taux réduits (par exemple plus 5 % en République Tchèque depuis 2004, plus 2 % en Grèce en mai), réservés dans certains pays aux produits de première nécessité.

A tout cela il faut ajouter les réductions des allocations sociales, les réductions de l'emploi dans les services publics, les transferts sur les budgets locaux des dépenses centrales sans les accompagner d'un transfert équivalent de recettes... Autrement dit, au nom de la « lutte contre la crise », il s'agit de

poursuivre, en passant à une vitesse supérieure, ce qui a été à l'origine de la crise actuelle : le déclin de la part du travail dans les revenus globaux depuis 1980 (7). Les choix du gouvernement irlandais sont de ce point de vue exemplaire. La cure d'austérité a préservé un seul acquis, celui du capital : l'impôt ultra-réduit de 12,5 % sur les bénéficiaires a été préservé ! Le 8 juin le gouvernement hongrois de Viktor Orban, qui a récemment remplacé le gouvernement social-démocrate impopulaire après les précédentes mesures d'austérité, a suivi l'exemple : le nouveau plan d'austérité, qui comprend le gel des salaires de la fonction publique et de nouveaux impôts de 16 % pour tous, prévoit également de réduire de 19 % à 10 % les impôts sur les bénéficiaires inférieurs à 1,77 million d'euros !

Attaques coordonnées, réponses éclatées

Cependant, toutes ces attaques n'ont pas été simultanées au cours des dernières années. Dans un cadre commun, déterminé à l'échelle de l'Union (par exemple au travers du dit « Pacte de stabilité et de croissance »), chaque gouvernement européen pouvait adapter sa politique aux conditions particulières de son pays, agissant à son rythme sur des leviers des impôts, des dépenses sociales, des salaires et de l'emploi public, etc. Cela correspond à des contraintes objectives :

* L'Union européenne n'est pas un État achevé au sens classique et les choix qui ont orienté la construction de cet appareil supranational tiennent compte du fait qu'il y a « des capitalismes européens », des intérêts de chaque classe capitaliste au plan national et au plan international, mais pas « un capitalisme européen » en tant que tel. La mondialisation capitaliste a projeté directement au plan mondial les économies et les projets de chaque bourgeoisie. Les plus grandes entreprises et les banques européennes se sont croisées avec des entreprises américaines ou de pays émergents dans le transport aérien, l'automobile, l'industrie pharmaceutique... S'il existe quelques grands groupes proprement européens, tel EADS, ils font exception. Les classes dominantes européennes se sont saisies du marché unique pour conquérir de nouvelles parts de marché dans le monde globalisé plutôt que pour construire une Europe économiquement, socialement et politiquement intégrée.

* Après le début des mobilisations européennes — les marches européennes lors du sommet de l'UE à Amsterdam en 1994, suivies de plusieurs manifestations syndicales au cours des années qui ont suivi, ainsi que la grève de décembre 1995 en France — et l'échec de la tentative de légitimer une orientation politique néolibérale à l'échelle de l'Union au travers du Traité constitutionnel européen, les gouvernements européens se sont gardés de susciter une réponse sociale généralisée.

La crise capitaliste mondiale a cependant accéléré le processus. Après avoir exigé que la Grèce, le Portugal et l'Espagne pratiquent une austérité brutale, Angela Merkel vient d'annoncer de nouvelles mesures en Allemagne dont la réduction des emplois dans la fonction publique (10 000 à 15 000 emplois supprimés d'ici 2014), de nouvelles taxes et la réduction des prestations sociales (allocations familiales, allocations de chômage, etc.), pour ne pas « défavoriser la compétitivité » de l'industrie allemande. Le nouveau gouvernement conservateur britannique prépare une baisse draconienne des dépenses publiques. En France, le gouvernement Sarkozy, devant tenir compte de son impopularité, a choisi le terrain des retraites pour passer à l'attaque, tout en préparant aussi en catimini un budget d'austérité pour 2011. La norme néolibérale de la concurrence est ainsi une spirale descendante sans fin : d'abord on exige que les clients se serrent la ceinture, puis il faut la serrer à ceux qui produisent et ainsi de suite. Si la politique d'austérité annoncée en Allemagne n'est pas défaite, elle s'étendra aux autres pays du centre, puis justifiera de nouvelles coupes sombres dans les pays périphériques.

La faiblesse de réponses du salariat à l'échelle de l'Union européenne aux coups de butoir successifs en Irlande, en Hongrie et dans les pays baltes, puis en Grèce, en Espagne et au Portugal a changé la donne. On assiste à une généralisation simultanée des attaques contre les travailleurs. La gestion de cette crise est un révélateur : l'Europe néolibérale est un carcan, et l'euro un instrument de discipline salariale et sociale, réalisant son projet commun de manière éclatée, pays par pays.

Adaptées à la réalité socio-économique et politique de chaque pays, les grandes lignes des plans d'austérité reprennent les mêmes axes : réduction des déficits, gel des dépenses, réduction du nombre d'emplois publics, baisse des salaires, baisse des retraites, allongement de la durée du travail en différant l'âge légal de départ à la retraite. L'objectif de réduction des déficits va jusqu'à l'exigence allemande — relayée par la France — de faire contrôler les budgets de chaque État par les institutions européennes, en fait par l'Allemagne.

Au sommet de l'UE, malgré les tensions persistantes entre les dynamiques divergentes de chaque classe capitaliste sur le plan national et international, du fait de la place occupée dans l'économie mondiale et dans la division du travail — la puissance financière du capital britannique, le rôle du capital allemand sur le marché des biens d'équipement industriels, les spécialisations du capital français adossé à l'État dans le nucléaire, l'industrie d'armements, l'aéronautique ou les transports... —, les intérêts de classe immédiats prévalent. Nous avons affaire à une politique coordonnée, une guerre de classe du capital contre le travail.

Reprendre l'initiative

Il n'en va pas, pour le moment du moins, de même du côté des travailleurs. Dans les pays baltes, puis en Grèce, en Roumanie, au Portugal, en Espagne les attaques gouvernementales ont provoqué des mobilisations populaires importantes, souvent des manifestations d'ampleur historique. Mais elles restent éclatées, dans le temps et dans l'espace. Et les batailles menées ne se signalent pas (encore ?) par la capacité de formuler une réponse revendicative à la hauteur de la crise et des agressions des plans d'austérité.

En Europe, la nouvelle simultanité, même relative, des attaques du capital, devrait aider à la coordination des résistances. Les plans d'austérité convergent, suscitent des mobilisations dans chaque pays, il ne manque que la volonté ou l'imagination pour réaliser un « tous ensemble ! » européen. La Confédération européenne des syndicats (CES) s'est pour le moment limitée à proposer une manifestation à Bruxelles, le 29 septembre prochain — un mercredi, c'est-à-dire qu'en absence d'un appel à la grève à l'échelle de l'UE il s'agirait d'un énième déplacement dans la capitale européenne de quelques milliers de permanents syndicaux. Pourtant les plans d'austérité annoncés mettent en danger y compris les avantages acquis des bureaucrates syndicaux... Et les syndicats de l'État espagnol appellent à une grève générale ce même jour...

« Du côté du mouvement social, la crise a des effets contradictoires », écrit Michel Husson (8). « D'un côté, elle donne raison aux critiques d'un système dont les fondements mêmes sont percutés par une crise dont l'ampleur démontre l'instabilité chronique et l'irrationalité croissante. Mais, d'un autre côté, elle contraint les luttes à une posture de défense souvent éclatée. Cette tension a toujours existé mais elle est portée à son paroxysme par la crise : il faut à la fois se battre pied à pied contre les mesures de "sortie de crise" et ouvrir une perspective alternative radicale. »

Sortir de la crise implique une modification significative de la répartition des revenus, au détriment du capital et en faveur du travail. Il faut réduire les inégalités: d'un côté par l'augmentation de la masse salariale, tant les salaires directs que les salaires socialisés (la protection sociale), de l'autre par une modification de la fiscalité au détriment des dividendes, qui n'ont aucune justification économique ni utilité sociale. La réduction des déficits budgétaires n'est possible que par la fiscalisation de toutes les formes de revenus qui ont été dispensées d'impôts à la suite des « réformes » néolibérales. « Les justifications, aussi bien techniques que politiques, d'une nationalisation du système bancaire sont à nouveau apparues avec force : le plan de sauvetage de l'euro est en fait un nouveau plan de sauvetage des banques européennes, qui détiennent en grande partie la dette grecque et celle d'autres pays menacés de spéculation. Pour mettre à plat toutes ces dettes entremêlées, la meilleure solution serait une nationalisation intégrale, permettant une fois pour toutes de compenser, rééchelonner ou solder ces dettes. Les dettes publiques, outre l'impact mécanique de la crise sur les recettes, correspondent pour l'essentiel au cumul des cadeaux fiscaux aux entreprises et aux rentiers. La logique voudrait qu'elles soient annulées, ou largement restructurées. » (9)

Pour répondre à la « crise de la dette » il faut donc des solutions radicales. Des propositions dans ce sens existent : « Annulation de la dette publique, audit citoyen pour annuler cette dette, expropriation des banques pour les transférer au secteur public, nationalisation des banques ou service public bancaire unifié sous contrôle des travailleurs et des peuples », voilà quelques revendications qui sont avancées par le Comité d'annulation de la dette du tiers- monde (CADTM) ou des appels internationaux soutenus par la gauche révolutionnaire britannique, le Bloc de gauche portugais, le Parti polonais du travail ou le Nouveau parti anticapitaliste de France (10). De telles revendications constituent « un pont », ouvrent un passage, entre les mobilisations défensives contre les mesures visant le démantèlement des acquis et les aspirations à « un autre monde possible ».

Tant la radicalité des solutions à la crise capitaliste que l'ampleur de l'offensive lancée par les représentants du capital en Europe imposent la construction d'un rapport de forces social. A la fois la

faiblesse des traditions de mobilisations européennes et les postures éclatées des mobilisations défensives actuelles dans divers pays, comme le conservatisme « national » qui domine les organisations ouvrières, politiques et syndicales, et l'affaiblissement relatif des forces altermondialistes en Europe (11), impliquent que les anticapitalistes fassent preuve d'imagination et de capacité d'initiative en s'attelant à cette tâche. Cela signifie à la fois oser prendre l'initiative d'actions européennes, regroupant celles des forces politiques, syndicales et associatives déjà prêtes, même si de telles actions seront au début minoritaires, afin d'indiquer la voie d'une mobilisation possible (12). Mais aussi saisir toutes les occasions — même si elles apparaissent routinières, comme la manifestation à l'appel de la CES en septembre prochain — pour en faire des mobilisations les plus massives et les nourrir de revendications radicales que la situation impose, en particulier l'exigence de l'annulation de la dette publique (13) et de la socialisation du système bancaire et de crédit, une revendication que la justification par les gouvernements des plans d'austérité et le caractère illégitime de la dette aux yeux des masses rend aujourd'hui naturellement compréhensible.

Cela implique aussi pour les anticapitalistes d'établir des liens de solidarité et de coopération entre les mobilisations nationales contre les plans d'austérité qui se développent dans divers pays, dans le but de lutter ensemble contre les plans d'austérité de l'Union européenne. Car si, comme l'indiquent les sondages, la grande majorité des travailleurs européens est hostile aux diverses mesures d'austérité, elle est aussi désorientée et manque de confiance dans la possibilité de s'y opposer. Les expériences des mobilisations éclatées et éparpillées des dernières années, menées de manière routinière par les directions syndicales, qui n'ont en général pas permis de bloquer la politique néolibérale — à l'exception, significative, de la mobilisation contre le paiement de la dette en Islande, qui après avoir imposé l'organisation d'un référendum a vu 93,2 % des votants rejeter le projet gouvernemental — pèsent aujourd'hui. En sortant de la routine, des initiatives européennes de lutte peuvent aider à changer ce climat.

Paru dans: Inprecor N° 562-563, juin-juillet 2010

Notes:

1. Cf. Pierre Dardot (auteur, avec Christian Laval, de *La Nouvelle Raison du monde*, La Découverte, Paris 2009), « Qu'est-ce que la rationalité néolibérale ? Sa généalogie, la question de la démocratie, le projet alternatif » (réunion mensuelle du « Club socialisme maintenant » du 13 mars 2010) : <http://www.socialisme-maintenant.org>

2. Ibid.

3. Ibid.

4. Ibid.

5. Ibid.

6. Le terme de « cotisations » est dans ce cas un abus, car les fonctionnaires en France ne disposent pas d'une caisse de retraite (contrairement aux salariés du privé) mais c'est le budget de l'État qui prend en charge leurs retraites et les ressources de ce budget ne peuvent être affectées à l'avance. Autrement dit, en augmentant ces « cotisations » l'État réduit simplement ses coûts salariaux.

7. Voir à ce sujet l'article d' Özlem Onaran ci-dessous

8. Michel Husson, « Quelles réponses progressistes », voir ci-dessous

9. Ibid.

10. Voir ailleurs dans ce le numéro d'Inprecor n°562-563

11. Dont témoigne la relative faiblesse du dernier Forum social européen à Malmö (Suède) en septembre 2008.

12. L'appel des eurodéputés de gauche à des manifestations massives et coordonnées dans la semaine du 21 au 27 juin 2010 va dans ce sens.

13. Le CADTM propose une démarche allant dans ce sens — exigence d'un « moratoire unilatéral (sans accumulation d'intérêts de retard) sur le paiement de la dette souveraine, le temps de réaliser un audit (avec participation citoyenne) des emprunts publics » — pour « sur la base des résultats de l'audit (...) annuler la dette illégitime ».

Crise fiscale ou de distribution ?

Par Özlem Onaran

C'est un nouvel épisode de la crise mondiale : la lutte pour distribuer les coûts de la crise. Cette crise est le résultat de l'accroissement de l'exploitation et des inégalités depuis les années 1980 à travers le monde.

Le néolibéralisme a tenté de résoudre la crise de l'âge d'or du capitalisme en attaquant fortement les travailleurs. Le résultat en a été un dramatique déclin du pouvoir de négociation des travailleurs et de la part du travail dans les revenus mondiaux après 1980. Mais ce déclin de la part du travail fut pour le système capitaliste la source potentielle d'une crise de réalisation de la plus-value. La réduction du pouvoir d'achat des travailleurs a limité leur capacité de consommer. La défaillance de la demande et les dérèglements financiers ont réduit l'investissement malgré la croissance de la rentabilité. Ainsi, le néolibéralisme a seulement remplacé la baisse du taux de profit et les problèmes de suraccumulation des années 1970 par le problème de réalisation. Les innovations financières et la consommation à crédit, tirée par l'endettement croissant, n'ont offert qu'une solution à court terme à cette crise potentielle de la réalisation. Depuis l'été 2007 cette solution s'est également effondrée. La crise a été modérée par une aide apportée aux banques et par des cadeaux fiscaux.

Maintenant les spéculateurs financiers et les corporations parlent d'une crise « fiscale » ou d'une « crise de la dette publique » et pressent les gouvernements dans divers pays, depuis la Grèce jusqu'à la Grande-Bretagne, pour qu'ils réduisent les dépenses afin d'éviter des impôts sur leurs profits et leur richesse. En acceptant ces réductions, les gouvernements agissent comme si ces mêmes spéculateurs n'étaient pas les bénéficiaires des décennies de politiques néolibérales et les principaux responsables de la crise. Les coupes des dépenses publiques ont été présentées comme « réduisant les pertes » pour voiler le fait que la dette publique n'est que le résultat des aides fournies aux banques, des cadeaux fiscaux anticycliques et des pertes des impôts dus à la crise. La pression sur les salaires associée aux compressions budgétaires est présentée comme une grande nouveauté ! Cependant, la pression visant une réduction de la dette publique constitue une grande menace pour la sortie de la crise. Même en admettant que le fond de la récession a été atteint, le retour à l'expansion, une fois les aides fiscales arrêtés, est pour le moins discutable.

Réduction des salaires et déséquilibres globaux en Europe

Prenant source dans la réduction des salaires, la crise de réalisation est liée aux déséquilibres globaux. Le modèle de la consommation tirée par l'endettement a généré une balance des paiements déficitaire dans des pays comme les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ce déficit a été financé par les excédents des pays développés tels ceux de l'Allemagne et du Japon, ceux des pays émergents comme la Chine et la Corée du Sud ou ceux des pays du Moyen-Orient, riches en pétrole. Dans la plupart des cas ces excédents des comptes courants ont été rendus possibles par la réduction des salaires.

Dans le contexte européen, la stratégie de réduction des salaires et d'excédents des comptes courants de pays tels que l'Allemagne a provoqué des déficits de la balance des paiements et un endettement croissant, public ou privé, à la périphérie de la zone euro, en particulier en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Irlande, ou en Europe de l'Est, en particulier en Hongrie, dans les États baltes, en Roumanie et en Bulgarie ; mais aussi dans certains pays centraux, comme la Grande-Bretagne et l'Italie. La crise a mis à nu les différences historiques au sein de l'Europe, transformant maintenant la crise mondiale en crise européenne.

Elle a une fois de plus démontré que l'Union européenne, avec ses institutions actuelles, est une union des banques et des corporations. La Banque centrale européenne (BCE), qui agit en tant que prêteur en dernier ressort aux banques européennes privées, n'a pas joué ce rôle dans le cas des gouvernements de la zone euro du fait de son statut légal. Elle n'a pas le droit d'acheter directement aux États membres les bons du Trésor. Non seulement les banques ont été sauvées par la BCE, mais aussi leur environnement macro-économique a été soutenu par la politique fiscale expansionniste et anticyclique pour empêcher la

récession de se transformer en Grande Dépression. Maintenant, ce sont encore les mêmes banques qui exigent des taux d'intérêt élevés au nom du risque de défaut des gouvernements dont les déficits budgétaires et la dette publique sont élevés. Elles menacent même de refuser le crédit à ceux qui ne parviendraient pas à réduire ce risque.

Dans des pays comme la Grèce, où l'endettement public et le déficit budgétaire sont élevés et la balance des paiements fortement déficitaire, l'attaque des spéculateurs a conduit le pays au bord d'une crise de la dette publique. Avant la Grèce, en 2009, les pays est-européens avaient subi la même attaque. Après la Grèce, l'attention des spéculateurs se tourne vers le Portugal et l'Espagne...

Le modèle néolibéral, qui a fait des pays européens périphériques des marchés pour les pays centraux sans aucune perspective de rattrapage, constitue la racine du problème actuel. L'absence d'un budget européen suffisamment important et des transferts fiscaux significatifs ciblant des investissements rentables à la périphérie ont empêché une convergence de la productivité par rapport aux pays centraux. Le Pacte de stabilité et de croissance, ainsi que les règlements de la concurrence de l'Union européenne, ont limité la mise en œuvre de politiques industrielles nationales. En l'absence d'une politique industrielle et d'investissements capables d'accroître la productivité, incapables après l'adoption de l'euro d'augmenter leur compétitivité relative en dévaluant leur monnaie, les stratégies concurrentielles ont été fondées, pour l'essentiel, sur la modération salariale, la déréglementation et la précarisation du marché du travail. Mais même cette modération salariale n'a pas sauvé les pays comme la Grèce, le Portugal, l'Irlande ou l'Espagne, alors que l'Allemagne s'était engagée dans une politique salariale et une déréglementation du marché du travail beaucoup plus agressive. La part du travail dans le revenu a brutalement diminué en Europe (voir schéma 1).

Entre 2000 et 2007 le coût unitaire nominal de la main-d'œuvre a diminué de 0,2 % en Allemagne, alors qu'il progressait de 2 % en France, de 2,3 % en Grande-Bretagne et entre 3,2 % et 3,7 % en Italie, en Espagne, en Irlande et en Grèce. C'est en particulier dans les pays périphériques que le coût nominal de la main-d'œuvre a progressé plus rapidement qu'en Allemagne, du fait d'un taux d'inflation plus élevé. Cela ne signifie pourtant pas qu'il n'y avait pas une modération salariale dans ces pays : au cours des décennies 1990 et 2000 les augmentations de la productivité ont largement dépassé celles des salaires réels dans tous les pays occidentaux de l'Union européenne. Non seulement en Allemagne, mais aussi en Italie, en Espagne et au Portugal les salaires réels ont diminué au cours des années 2000, bien que l'écart ait été le plus important en Allemagne. Le grand avantage concurrentiel de l'Allemagne était dû à la réduction des salaires bien plus qu'à une augmentation de la productivité, car cette dernière fut modeste : inférieure, par exemple, à celle observée au cours de la période 1991-2007 aussi bien en Grande-Bretagne qu'en Irlande, en Grèce et au Portugal.

Du fait de la demande intérieure faible, due aux salaires réduits, les exportations furent la principale source de la croissance en Allemagne, ce qui a conduit à une balance de paiement excédentaire au détriment de celles de pays périphériques de l'Union. Car l'Allemagne joue en Europe le rôle mondial de la Chine : excédent commercial, épargne élevée et une demande intérieure basse. Dans les pays périphériques, c'est la demande tirée par l'endettement privé qui a comblé l'écart entre les exportations faibles et les importations fortes. En Grèce, et à un moindre degré au Portugal, les déficits budgétaires ont augmenté en même temps que l'endettement des ménages et des entreprises.

C'est ce qui est à l'origine de la crise de la dette publique dans la périphérie de l'UE, telle qu'elle a éclaté en Grèce en décembre 2009. Après les spéculations sur le défaut de paiement de la Grèce et l'éventualité de sa sortie de la zone euro et après des mois de tergiversations et de crainte envers la Cour constitutionnelle allemande (capable d'annuler tout plan de renflouement comme contraire aux Traités), les États de la zone euro ont décidé de réagir fin mars 2010. Un paquet financier comprenant un prêt substantiel du FMI et une majorité de prêts bilatéraux coordonnés des États de la zone euro a été décidé pour « soutenir la Grèce ». Tout versement financier à la Grèce est conditionné par des mesures d'austérité réalisées par le gouvernement grec, évaluées par la Commission européenne et la BCE. Les prêts ne seront disponibles qu'à la condition que la Grèce ne puisse pas emprunter sur les marchés financiers et ce, à un taux de pénalisation. Mais les spéculateurs ont jugé cette « aide » insuffisante pour résoudre le problème d'insolvabilité de la Grèce et éviter un défaut de paiement.

En avril 2010, alors que les technocrates du FMI et de la zone euro négociaient les conditions de crédit, le taux d'intérêt des obligations d'État de la Grèce en deux ans a grimpé jusqu'à 15 % et les bons du trésor grecs ont atteint le statut d'obligations pourries (junk bonds). La contagion a commencé à menacer

l'Espagne et le Portugal, dont les obligations ont également été déclassées ; en Irlande le taux d'intérêt a grimpé et les regards se sont tournés vers les problèmes de dette publique dans les pays centraux, comme l'Italie, la Belgique, la Grande-Bretagne et même les États-Unis. L'augmentation du paquet de garanties financières ne pourra que renvoyer le problème à plus tard.

L'Union européenne ne remet pas en question ce qui a provoqué les déficits, elle ignore les problèmes structurels concernant les divergences de la productivité et les balances commerciales déficitaires provoquées par la politique visant à rendre mendiants ses voisins conduite par les gouvernements allemands. On estime que le paquet originel de 30 milliards d'euros, prévu par les gouvernements de la zone euro, correspond aux dettes grecques auprès des banques européennes — en majorité allemandes et françaises — qui seraient perdantes si la Grèce devait restructurer sa dette (1). Autrement dit, les gouvernements de la zone euro ont sauvé leurs propres banques... Et sous la pression de la spéculation bancaire le montant initialement annoncé a été transformé en première partie d'un paquet plus grand étalé sur trois ans.

Pour les politiciens de l'UE, c'est l'Irlande qui a servi de modèle pour le cas grec. L'Irlande avait déjà réduit de 5 % à 15 % les salaires du secteur public, réduit les allocations sociales et d'autres dépenses dans le but de diminuer le déficit budgétaire de 12,5 % en 2009 à 2,9 % en 2014. Cette brutale austérité lui a valu des félicitations pour avoir « restauré la confiance des marchés » sans l'aide de l'UE. Ce qui n'a pas empêché les spéculateurs d'exiger des taux d'intérêt plus élevés sur les bons irlandais après la contagion de la crise grecque. La Lettonie fut un autre modèle, célébré pour sa « discipline », qui a géré une véritable dévaluation, sans abandonner son taux de change rigide mais en effectuant des profondes coupes dans les salaires et les dépenses publiques, au prix d'une réduction du PIB de 25 % en deux ans et d'un chômage qui atteint un taux de 22,9 % en 2009.

Il est maintenant demandé à la Grèce de réduire son déficit budgétaire de 13,6 % du PIB en 2009 à 3 % en 2013, en effectuant des coupes dramatiques dans les dépenses, les salaires du secteur public, l'augmentation de l'âge de départ à la retraite, celle des impôts, la vente des terrains publics et — la seule mesure correcte dans ce paquet — la lutte contre l'évasion fiscale. Les mesures d'austérité vont écraser les travailleurs. Pourtant il est peu clair comment ces mesures d'austérité pourraient sauver la Grèce de l'insolvabilité : alors que la récession va s'approfondir, les revenus fiscaux vont diminuer et, en dépit des graves restrictions, le déficit budgétaire ne va pas s'améliorer. Les taux d'intérêt élevés vont également peser sur l'insolvabilité à long terme. The Economist (2) estime que le PIB nominal de la Grèce sera en 2014 inférieur de 5 % et, si le déficit budgétaire est réduit en même temps à 2,6 % du PIB, la dette publique s'élèvera quand même à 153 % du PIB.

En dehors de la zone euro, la Grande-Bretagne constitue un autre acteur important dans la course entre les pays centraux sur la manière et le moment choisi pour réduire le déficit budgétaire. Bien que son déficit soit l'un des plus élevés dans l'Union européenne (11,7 % du PIB en 2009), le bruit fait autour de la dette publique de Grande-Bretagne est surprenant si l'on prend en compte que sa maturité moyenne est de 13,7 ans, que le taux d'intérêt est historiquement bas et que le rapport de la dette au PIB est de 68,6 %. Par ailleurs, une partie de l'accroissement de la dette publique britannique est le fruit d'une baisse du PIB du fait de la récession. Fin 2009 la récession britannique a mué en stagnation ; les restrictions des dépenses publiques, à ce stade, transformeraient la stagnation en une récession plus profonde.

Le présumé effet positif de la réduction du déficit budgétaire est fondé sur l'argument qu'une réduction des emprunts de l'État conduirait à une baisse des taux d'intérêt, relançant la consommation et les investissements. Dans les conditions actuelles, alors que les consommateurs essayent de réduire leur endettement, les investissements sont remis à plus tard du fait de l'incertitude concernant la reprise économique. Les taux d'intérêt sont déjà bas. Cet argument est donc dénué de toute pertinence. Le déclin des revenus et de la confiance, les pertes d'emploi et la pression exercée par l'endettement accumulé réduisent la consommation des ménages. Ni les investissements, ni la consommation ne vont repartir même si les banques détendent l'accès au crédit. Dans de telles circonstances les discours concernant la crise fiscale sont plus une excuse des lobbies du business pour éviter une hausse des impôts et financer ainsi le déficit budgétaire et une propagande visant à faire payer les coûts de la crise par les salariés au travers des réductions de leurs revenus, de leurs emplois, de leurs services sociaux et pour créer le sentiment d'une « urgence nationale » afin de pouvoir casser les bastions syndicaux restants dans le secteur public.

Les plans d'austérité dans toute l'Union européenne imposent un modèle de demande chroniquement

basse à tous les pays. Les conséquences récessives des réductions des salaires peuvent conduire le problème de la dette vers l'insolvabilité tant du secteur privé que du secteur public. Dans le passé, en Allemagne, la faible demande intérieure avait été compensée par une forte demande à l'exportation. Mais il n'est pas possible de transformer toute l'Europe en modèle allemand fondé sur l'austérité et la réduction des salaires car, sans le déficit des autres, les exportations allemandes vont, elles aussi, stagner. Lorsque la périphérie du monde sortira de la récession, sa demande pourra aider pendant quelque temps les exportations allemandes, mais tous les pays ne peuvent être gagnants à ce jeu-là. C'est particulièrement le cas de la périphérie européenne où la contraction de la demande intérieure signifie une stagnation prolongée ou même une récession, ce qui est loin d'assurer une stabilité économique ou politique.

Les salaires réels ont déjà diminué en 2008-2009 (en comparaison avec 2007) en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Italie, en Suède, en Hongrie, dans les pays baltes et en Roumanie. L'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne préparent une réduction sévère des salaires réels en 2010. L'augmentation importante et durable du chômage est susceptible d'aggraver encore les pertes de revenus. En 2009 le chômage a augmenté de 1,9 % dans la zone euro et de 2,3 % en Grande-Bretagne. Les augmentations particulièrement importantes du chômage ont eu lieu en Irlande et en Espagne (respectivement de +6 % et +6,7 %) du fait de l'effondrement du secteur de la construction et de la suppression des emplois temporaires. On s'attend à ce que le chômage continue à croître et persiste. Les entreprises pourraient se servir de la récession pour rationaliser une stratégie d'augmentation de la productivité et commencer une nouvelle vague de réduction d'emplois ou bien geler les embauches longtemps après la reprise. Si les entreprises augmentent le temps de travail et retardent les embauches cela va réduire les chances des chômeurs et des jeunes à la recherche d'un premier emploi. Ainsi la crise conduira à une augmentation du chômage de longue durée et poussera des travailleurs découragés en dehors du marché du travail. Il y a également les problèmes du chômage structurel dans les secteurs de l'industrie automobile et de la construction, où la crise a seulement mis à jour les goulots d'étranglement existants. La reprise économique ne conduira pas nécessairement à la création des emplois dans ces secteurs.

Pour une Europe internationaliste !

Alors que le coût des mesures de « sauvetage » est bien connu, on ne voit aucune tentative d'en faire payer les responsables et les riches. La taxe sur les primes bancaires en Grande-Bretagne ne vise qu'un aspect marginal du problème. La crise économique se combine avec la crise écologique prouvant que le capitalisme est instable et insoutenable à la fois économiquement, écologiquement et politiquement. Les luttes émergent en Europe peuvent être un levier pour l'élaboration d'une alternative internationaliste à sa crise. Les politiques, qui dans tous les pays de l'Union européenne visent la réduction des salaires, s'en prennent aux travailleurs de tous ces pays. L'argument que la crise en Grèce est une crise des dépenses publiques, populaire en Allemagne, ne fait que tenter de cacher que c'est la perte des salaires, des allocations de chômage et des droits de retraite des travailleurs allemands, au cours de la dernière décennie, qui a créé une large part des déséquilibres en Europe. Dévoiler cette réalité constitue une étape dans la construction d'une alliance des travailleurs pour une autre Europe.

Une solution internationaliste permettrait de construire un front plus puissant, tant au cœur que dans la périphérie, que ne pourraient le faire des alternatives nationales, comme celle, suggérée pour la Grèce par Lapavistas et ses collègues (3), fondée sur une sortie de l'euro et un programme anti-capitaliste. Une solution nationale dans un petit pays est condamnée à l'isolement et à la persistance des problèmes de sous-développement à long terme. Par ailleurs, dans la situation actuelle en Europe, les orientations politiques anti-européennes et anti-euro serviront plus les droites nationalistes que la stratégie anti-capitaliste au service des travailleurs. La gauche a plus à gagner d'une alternative internationaliste.

La crise exige une réorientation politique vers un modèle économique socialiste, participatif et démocratiquement planifié, dont le point de départ est représenté par les urgentes questions de l'emploi, de la distribution et de la soutenabilité écologique. Cela implique de lutter pour :

* Des emplois publics dans les transports publics, dans l'isolation du parc des logements existants, dans la construction des immeubles auto-suffisants énergétiquement, dans l'énergie renouvelable, dans l'éducation, les soins aux enfants, les maisons de repos, la santé et les services communautaires et sociaux ;

* Une réduction substantielle du temps de travail (parallèlement à la croissance historique de la productivité du travail) sans perte de salaire pour réaliser le plein-emploi et un taux de croissance compatible avec les objectifs de réduction de l'émission du carbone ;

- * Un contrôle des salaires et des embauches dans les firmes privées, une réappropriation des entreprises en faillite sous contrôle des travailleurs avec l'aide des crédits publics ;
- * Un salaire minimum coordonné à l'échelle de l'Union européenne ;
- * Un système européen d'allocation de chômage, permettant une redistribution entre les régions à faible et à fort taux de chômage ;
- * Un budget européen à la hauteur de 5 % du PIB de l'UE, financé par des impôts européens progressifs sur les revenus ;
- * Une coordination européenne des systèmes fiscaux en ce qui concerne les impôts sur les entreprises, les droits de succession, la richesse et le revenu, pour imposer un système d'impôts progressif dont le taux d'imposition de la tranche la plus élevée devrait être de 90 %, ce qui correspond aux revenus de 1 % les plus riches ;
- * Un impôt progressif sur la détention des bons du Trésor, avec la tranche la plus élevée imposée à 100 % en faveur de la restructuration de la dette publique ;
- * L'abolition du Pacte de stabilité et de croissance ;
- * La transformation de la BCE en une véritable banque centrale, capable de prêter aux États membres de même que la Banque européenne de reconstruction et du développement ;
- * La nationalisation du secteur bancaire et des autres secteurs stratégiques — énergie, transport, logement, éducation, santé, sécurité sociale — gérés avec la participation démocratique et sous le contrôle des travailleurs et des concernés (consommateurs, représentants régionaux etc.) ;
- * Le contrôle sur les capitaux en Europe et sur ses frontières.

Paru dans: Inprecor N° 562-563, juin-juillet 2010

Özlem Onaran, chercheuse en économie, enseigne à l'Institut de l'économie du travail de Wirtschafts Universität Wien. Elle a publié, entre autres, Türkiye Emek Piyasasının Yapısı ve İssizlik (Chômage et sous-emploi en Turquie, avec Hacer Ansal, Suat Kucukciftci et Benan Zeki Orbay), Istanbul 2000. Elle collabore régulièrement à Yeniyol (Cours nouveau), organe de la section turque de la IVe Internationale Traduit par J.-M. (de l'anglais).

Notes:

1. The Economist du 17 avril 2010, « Greece's sovereign debt crisis ».
2. The Economist du 27 mars 2010, « Greece's bail-out maths ».
3. cf. C. Lapavistas, N. Kaltenbrunner, D. Lindo, J. Michell, J.P. Paineira, E. Pires, J. Powell, A. Stenfors, N. Teles « Eurozone crisis : not just a Greek virus », Research on Money and Finance Occasional Report, 2010, School of Oriental and African Studies.

Union européenne : Quelles réponses progressistes ?

Par Michel Husson

La crise actuelle est une crise extrêmement profonde. La réaction des gouvernements est finalement assez claire : ils parent au plus pressé pour éviter les catastrophes, se soumettent au caprice des marchés sans jamais chercher à les contrôler et préparent les ajustements nécessaires pour revenir dès que possible au business as usual. La profondeur de la crise est telle qu'ils ne disposent pas de réelle alternative à la version néo-libérale du capitalisme qu'ils ont mise en place. Les plans d'austérité qui s'annoncent, sont et seront d'une grande violence et ne pourront que durcir les traits régressifs de ce système.

Du côté du mouvement social, la crise a des effets contradictoires. D'un côté, elle donne raison aux critiques d'un système dont les fondements mêmes sont percutés par une crise dont l'ampleur démontre l'instabilité chronique et l'irrationalité croissante. Mais, d'un autre côté, elle contraint les luttes à une posture de défense souvent éclatée. Cette tension a toujours existé mais elle est portée à son paroxysme par la crise : il faut à la fois se battre pied à pied contre les mesures de « sortie de crise » et ouvrir une perspective alternative radicale. L'enjeu est donc de mettre en avant des réponses qui fassent le lien entre ces deux exigences. Enfin, la difficulté est d'autant plus grande que la crise est mondiale et que ces réponses doivent prendre en compte cette dimension et être porteuses d'une autre conception de l'Europe.

Priorité aux besoins sociaux ...

Le principe essentiel de tout projet de transformation sociale, c'est la satisfaction des besoins sociaux. Le point de départ ne peut donc être que la répartition des richesses, d'autant plus que c'est la part du revenu national ponctionnée sur les salaires qui a nourri les bulles financières. Du point de vue capitaliste, la sortie de crise passe par une restauration de la rentabilité et donc par une pression supplémentaire sur les salaires et l'emploi. Et les fameux déficits de la protection sociale ou du budget de l'Etat ont été creusés par le déplacement de la répartition des richesses qui est aussi le produit des contre-réformes fiscales.

L'équation est donc simple : on ne sortira pas de la crise par le haut sans une modification significative de la répartition des revenus. Cette question vient avant celle de la croissance. Certes, une croissance plus soutenue serait favorable à l'emploi et aux salaires (encore faut-il en discuter le contenu d'un point de vue écologique) mais, de toute manière, on ne peut pas tabler sur cette variable si, en même temps, la répartition des revenus devient de plus en plus inégalitaire. Il faut donc prendre en tenailles les inégalités : d'un côté par l'augmentation de la masse salariale, de l'autre par la réforme fiscale. La remise à niveau de la part des salaires devrait suivre une règle des trois tiers : un tiers pour les salaires directs, un tiers pour le salaire socialisé (la protection sociale) et un tiers pour la création d'emplois par réduction du temps de travail. Cette progression se ferait au détriment des dividendes, qui n'ont aucune justification économique ni utilité sociale. Le déficit budgétaire devrait être progressivement réduit, non pas par une coupe dans les dépenses, mais par une refiscalisation de toutes les formes de revenus qui ont été peu à peu dispensées d'impôts. L'encours de la dette devrait être écrêté par un prélèvement exceptionnel équivalant à une répudiation partielle de la dette.

... et donc à l'emploi

Le chômage et la précarité étaient déjà les tares sociales les plus graves de ce système : la crise les durcit encore, d'autant plus que les plans d'austérité vont rogner sur les conditions d'existence des plus défavorisés. Là encore, une hypothétique croissance ne doit pas être considérée comme la voie royale. Produisons plus pour pouvoir créer des emplois ? C'est prendre les choses à l'envers. Il faut opérer ici un changement total de perspective et prendre la création d'emplois utiles comme point de départ. Que ce soit par réduction du temps de travail dans le privé, ou par créations de postes dans les administrations, services publics et collectivités, il faut partir des besoins et comprendre que ce sont les emplois qui créent

de la richesse (pas forcément marchande). Et cela permet d'établir une passerelle avec les préoccupations environnementales : la priorité au temps libre et la création d'emplois utiles sont deux éléments essentiels de tout programme de lutte contre le changement climatique.

La question de la répartition des revenus est donc le bon point d'accroche, autour de ce principe simple : « nous ne paierons pas pour leur crise ». Cela n'a rien à voir avec une « relance par les salaires » mais avec une défense des salaires, de l'emploi et des droits sociaux sur laquelle il ne devrait pas y avoir de discussion. On peut alors mettre en avant la notion complémentaire de contrôle : contrôle sur ce qu'ils font de leurs profits (verser des dividendes ou créer des emplois) ; contrôle sur l'utilisation des impôts (subventionner les banques ou financer les services publics). L'enjeu est de faire basculer de la défense au contrôle et seul ce basculement peut permettre que la mise en cause de la propriété privée des moyens de production (le véritable anticapitalisme) acquière une audience de masse.

Le carcan de l'euro

Le deuxième round de la crise vient percuter l'Europe, à travers la spéculation sur les dettes publiques. La gestion de cette crise est un révélateur : l'Europe néo-libérale est un carcan, et l'euro un instrument de discipline salariale et sociale. Ce constat pose la question de la possibilité d'une expérience de transformation sociale initiée dans un seul pays.

Il n'y a pas de réponse évidente. La sortie de l'euro permettrait de rétablir une marge de manœuvre grâce au maniement du taux de change, mais une dévaluation aurait un coût important puisqu'elle alourdirait le poids de la dette et rendrait nécessaire un plan d'austérité afin d'ajuster les salaires à une nouvelle échelle de prix internationaux. C'est par ailleurs une décision extrêmement risquée qui risque de déchaîner la spéculation contre la nouvelle monnaie. Bref, la sortie de l'euro est un outil possible, mais ne constitue pas en soi une issue progressiste. La véritable solution passerait par la mise en place des instruments nécessaires à gérer la coexistence d'économies différentes au sein d'une monnaie unique. Une première proposition, portée par Jacques Sapir, est l'instauration d'une monnaie « commune » et non « unique » : il y aurait un euro convertible pour les relations de la zone avec le reste du monde, et des monnaies réajustables pour chaque pays ou groupe de pays. Mais cette réforme ne suffirait pas si l'Europe ne se dotait pas d'un véritable budget élargi, fondé sur une imposition unifiée du capital, et si la BCE n'était pas autorisée à émettre des euro-obligations destinées à financer de manière mutualisée les dettes publiques. Mais ce type de solution suppose un rapport de forces et un degré de consensus qui n'existent pas aujourd'hui.

Pour une stratégie d'extension européenne

Le choix semble donc être entre une aventure hasardeuse et une harmonisation utopique. La question politique centrale est alors de sortir de ce dilemme. Pour essayer d'y répondre, il faut travailler la distinction entre les fins et les moyens. L'objectif d'une politique de transformation sociale, c'est, encore une fois, d'assurer à l'ensemble des citoyens une vie décente dans toutes ses dimensions (emploi, santé, retraite, logement, etc.). L'obstacle immédiat est la répartition des revenus qu'il faut modifier à la source (entre profits et salaires) et corriger au niveau fiscal. Il faut donc prendre un ensemble de mesures visant à dégonfler les revenus financiers et à réaliser une réforme fiscale radicale. Ces enjeux passent par la mise en cause des intérêts sociaux dominants, de leurs privilèges, et cet affrontement se déroule avant tout dans un cadre national. Mais les atouts des dominants et les mesures de rétorsion possibles dépassent ce cadre national : on invoque immédiatement la perte de compétitivité, les fuites de capitaux et la rupture avec les règles européennes.

La seule stratégie possible doit alors s'appuyer sur la légitimité des solutions progressistes, qui résulte de leur caractère éminemment coopératif. Toutes les recommandations néo-libérales renvoient en dernière instance à la recherche de la compétitivité : il faut baisser les salaires, réduire les « charges » pour, en fin de compte, gagner des parts de marché. Comme la croissance sera faible dans la période ouverte par la crise en Europe, le seul moyen pour un pays de créer des emplois, sera d'en prendre aux pays voisins, d'autant plus que la majorité du commerce extérieur des pays européens se fait à l'intérieur de l'Europe. C'est vrai même pour l'Allemagne (premier ou deuxième exportateur mondial avec la Chine), qui ne peut compter sur les seuls pays émergents pour tirer sa croissance et ses emplois. Les sorties de crise néo-libérales sont donc par nature non coopératives : on ne peut gagner que contre les autres, et c'est d'ailleurs le fondement de la crise de la construction européenne.

En revanche, les solutions progressistes sont coopératives : elles fonctionnent d'autant mieux qu'elles s'étendent à un plus grand nombre de pays. Si tous les pays européens réduisaient la durée du travail et imposaient les revenus du capital, cette coordination permettrait d'éliminer les contrecoups auxquels serait exposée cette même politique menée dans un seul pays. La voie à explorer est donc celle d'une stratégie d'extension que pourrait suivre un gouvernement de la gauche radicale :

1. on prend unilatéralement les « bonnes » mesures (par exemple la taxation des transactions financières) ;
2. on les assortit de mesures de protection (par exemple un contrôle des capitaux) ;
3. on prend le risque politique d'enfreindre les règles européennes ;
4. on propose de les modifier en étendant à l'échelle européenne les mesures prises ;
5. on n'exclut pas un bras de fer et on use de la menace de sortie de l'euro.

Ce schéma prend acte du fait qu'on ne peut conditionner la mise en œuvre d'une « bonne » politique à la constitution d'une « bonne » Europe. Les mesures de rétorsion de toutes sortes doivent être anticipées au moyen de mesures de protection qui, effectivement, font appel à l'arsenal protectionniste. Mais il ne s'agit pas de protectionnisme au sens habituel du terme, car ce protectionnisme-ci protège une expérience de transformation sociale et non les intérêts des capitalistes d'un pays donné face à la concurrence des autres. C'est donc un protectionnisme d'extension, dont la logique est de disparaître à partir du moment où les « bonnes » mesures s'étendraient.

La rupture avec les règles européennes ne se fait pas sur une pétition de principe mais à partir d'une mesure juste et légitime, qui correspond aux intérêts du plus grand nombre et qui est proposée comme marche à suivre aux pays voisins. Cet espoir de changement permet alors de s'appuyer sur la mobilisation sociale dans les autres pays et de construire ainsi un rapport de forces qui peut peser sur les institutions européennes. L'expérience récente du plan de sauvetage de l'euro a d'ailleurs montré qu'il n'était pas besoin de changer les traités pour passer outre à un certain nombre de leurs dispositions.

La sortie de l'euro n'est plus, dans ce schéma, un préalable. C'est au contraire une arme à utiliser « en dernière intention ». La rupture devrait plutôt se faire sur deux points qui permettraient de dégager de véritables marges de manœuvre : nationalisation des banques et dénonciation de la dette.

Le projet et le rapport de forces

Les justifications, aussi bien techniques que politiques, d'une nationalisation du système bancaire sont à nouveau apparues avec force : le plan de sauvetage de l'euro est en fait un nouveau plan de sauvetage des banques européennes, qui détiennent en grande partie la dette grecque et celle d'autres pays menacés de spéculation. Pour mettre à plat toutes ces dettes entremêlées, la meilleure solution serait une nationalisation intégrale, permettant une fois pour toutes de compenser, rééchelonner ou solder ces dettes. Les dettes publiques, outre l'impact mécanique de la crise sur les recettes, correspondent pour l'essentiel au cumul des cadeaux fiscaux aux entreprises et aux rentiers. La logique voudrait qu'elles soient annulées, ou largement restructurées. Sur ce point, comme le précédent, on se heurte à une autre difficulté : de telles mesures (nationalisation des banques et dénonciation de la dette) mettraient en cause les intérêts de non-résidents et supposent une rupture avec le capitalisme mondialisé.

Un programme qui ne viserait qu'à réguler le système à la marge serait non seulement sousdimensionné mais aussi peu mobilisateur. En sens inverse, une perspective radicale risque de décourager devant l'ampleur de la tâche. Il s'agit en quelque sorte de déterminer le degré optimal de radicalité. La difficulté n'est pas tant d'élaborer des dispositifs d'ordre technique : c'est évidemment indispensable et c'est un travail largement avancé, mais aucune mesure habile ne peut permettre de contourner l'affrontement inévitable entre intérêts sociaux contradictoires.

Sur les banques, l'éventail va de la nationalisation intégrale à la régulation, en passant par la constitution d'un pôle financier public ou la mise en place d'une réglementation très contraignante. La dette publique peut quant à elle être annulée, suspendue, renégociée, etc. La nationalisation intégrale des banques et la dénonciation de la dette publique sont des mesures légitimes et économiquement viables mais elles peuvent paraître hors de portée, en raison du rapport de forces actuel. Là se situe le véritable débat : quelle est, sur l'échelle du radicalisme, la position du curseur qui permet le mieux de mobiliser ? Ce n'est pas aux économistes de trancher ce débat et c'est pourquoi, plutôt que de proposer un ensemble de

mesures, cet article a cherché à poser des questions de méthode et à souligner la nécessité, pour vraie sortie de crise, de trois ingrédients indispensables :

1. une modification radicale de la répartition des revenus ;
2. une réduction massive du temps de travail ;
3. une rupture avec l'ordre mondial capitaliste, à commencer par l'Europe réellement existante.

Le débat ne peut être enfermé dans une opposition entre anti-libéraux et anti-capitalistes. Cette distinction a évidemment un sens, selon que le projet est de débarrasser le capitalisme de la finance ou de nous débarrasser du capitalisme. Mais cette tension ne devrait pas empêcher de faire un long chemin ensemble, tout en menant ce débat. Le « programme commun » pourrait reposer ici sur la volonté d'imposer d'autres règles de fonctionnement au capitalisme. Et c'est bien la ligne de partage entre la gauche radicale de rupture et le social-libéralisme d'accompagnement. Si on avance sur cette voie, on verra ensuite si cela conduit à une remise en cause de la propriété privée, à partir du contrôle que l'on aura réussi à exercer sur la répartition des richesses.

Article écrit pour la revue Temps nouveaux et mis en ligne sur le site Hussonet :
<http://hussonet.free.fr/ltnmh.pdf>